



# **Mission conjointe d'évaluation à l'Ouest de la Côte d'Ivoire**

## **JAM Novembre 2012**

## SOMMAIRE

<b>Remerciements</b> .....	<b>3</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>4</b>
<b>I. INTRODUCTION</b> .....	<b>8</b>
<b>II. Intérêt et objectifs</b> .....	<b>9</b>
<b>III. Méthodologie</b> .....	<b>9</b>
<b>3.1 Caractéristiques Socio-démographiques</b> .....	<b>11</b>
<b>3.2 Démographique et mouvement de population</b> .....	<b>12</b>
<b>4.2 Accès au logement, à l'éducation, à la santé et à l'eau potable</b> .....	<b>14</b>
a) Accès au logement .....	14
b) Accès à l'eau.....	14
c) Accès à l'éducation .....	15
d) Accès à la santé .....	15
<b>4.3 Assistance humanitaire</b> .....	<b>17</b>
a) Assistance alimentaire .....	17
a) Transfert monétaire et coupon .....	17
b) Assistance agricole .....	18
<b>4.4 Protection</b> .....	<b>18</b>
<b>IV. Analyse de la sécurité alimentaire</b> .....	<b>19</b>
<b>5.1 Agriculture</b> .....	<b>19</b>
<b>5.2 Chocs, facteurs de risques potentiels et mécanisme d'adaptation</b> .....	<b>20</b>
a) Chocs .....	20
b) Facteurs de risque potentiel et mécanismes d'adaptation.....	21
<b>5.3 Evolution des prix et leur impact</b> .....	<b>21</b>
a) Cultures vivrières: Riz et maïs .....	21
b) Cultures de rentes : cacao, principale culture de rente de la zone ouest .....	22
c) Fonctionnement des marchés.....	23
<b>V. CONCLUSIONS</b> .....	<b>23</b>
<b>VI. Matrice des recommandations</b> .....	<b>24</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>26</b>

## Remerciements

L'équipe de la mission conjointe d'évaluation (JAM) adresse ses remerciements à toutes les communautés et tous les partenaires qui ont facilité la collecte des données primaires et secondaires.

Les remerciements sont adressés particulièrement aux :

- Chefs des villages enquêtés, à leurs notabilités et aux communautés pour leur disponibilité ;
- Préfets et Sous-Préfets des localités visitées ;
- ONG internationales et nationales pour leur participation active à la collecte des données ;
- Membres des Clusters régionaux et des Focus groups dans les différentes zones visitées pour le partage des données sur l'évaluation de la sécurité alimentaire ;
- Les sous bureaux des Organisations du Système des Nations Unies ;
- A toutes les autres structures et personnes ressources qui ont contribué à la réussite de cette mission.
- ONUCI pour la sécurisation de la mission

## RESUME EXECUTIF

### Objectif de l'évaluation

La mission d'évaluation conjointe (JAM) avait pour objectif de déterminer les besoins actuels des retournés et rapatriés en termes de sécurité alimentaire, d'accès aux services sociaux de base et de formuler une stratégie d'intervention.

### Méthodologie de l'évaluation

La méthodologie utilisée a suivi les grandes lignes suivantes:

- Examen des données secondaires et informations disponibles
- Entretien avec des informateurs clés ;
- Discussions de groupes lors des visites sur le terrain

### Conclusions principales

#### **Combien de personnes (retournées, rapatriées et déplacées) sont affectées par l'insécurité alimentaire ?**

En combinant les données secondaires et primaires, la mission évalue à environ 120 000 personnes déplacées et retournées et 32 000 personnes rapatriées du Libéria le nombre de personnes en insécurité alimentaire. **Au total, environ 152 000 personnes retournées, déplacées et rapatriées sont vulnérables à l'insécurité alimentaire.** Principalement, les personnes retournées après la campagne agricole 2012 – 2013 et celles retournées dans les villages frontaliers avec le Libéria sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

#### **Pourquoi ces personnes sont-elles dans l'insécurité alimentaire ?**

L'analyse des données a permis de classer les zones visitées selon des problématiques majeures. Ainsi, dans la **zone de Bangolo, les problématiques majeures sont l'insécurité et l'occupation des plantations et champs par les allogènes restés sur place.** Certes le retour s'est fait avant la campagne agricole, mais les retournés ont eu des difficultés pour accéder à leurs terres, plantations et champs.

En ce qui concerne la **zone de Duekoué, les problématiques majeures sont le retour tardif des PDI et les conflits fonciers.** Les populations retournées après la période des semis ont raté leur campagne agricole 2012-2013 donc ne disposent pas de stocks alimentaires et dépendent principalement de l'assistance alimentaire. Ces personnes dès leur retour ont été confrontées à des conflits fonciers.

En ce qui concerne la **zone de Bloléquin et de Toulepleu, la problématique majeure est l'insécurité.** La situation sécuritaire reste très fragile et provoque une mobilité incessante des populations. Les dernières attaques (en août 2012) ont obligé la majorité des populations à retourner de nouveau au Libéria perturbant ainsi la campagne agricole et leurs moyens de subsistance.

### **Mouvements de populations**

- 84 % des personnes déplacées internes et 62 % des réfugiés sont retournées dans leurs lieux d'origine ;
- Les attaques armées à répétition depuis avril 2012 ont négativement affecté le désir de retour des réfugiés;
- Plus de la majorité des réfugiés ivoiriens se trouve au Libéria (77 % soit 64 826).

## **Assistance humanitaire**

- Les déplacés, retournés et réfugiés ont bénéficié au cours des six derniers mois de l'assistance alimentaire, de transfert monétaire, un appui agricole et assistance en non-vivres fournis par les différents intervenants;
- Les besoins alimentaires d'urgence restent encore relativement importants dans les poches de vulnérabilité identifiées à Bangolo, Duekoué, Bolequin, et Touleupleu;

## **Accès aux services sociaux de base**

En général, les conditions d'accès aux services sociaux de base (école, santé, eau potable et logement) se sont détériorées dans la quasi-totalité des localités visitées depuis la crise postélectorale. Malgré les actions de réhabilitation menées par les acteurs humanitaires, beaucoup reste à faire dans ces domaines.

**Structures de santé :** 77 % des localités visitées ne disposent pas de maternité et 38 % ne disposent ni de maternité ni de dispensaire. Pour ces dernières, les populations doivent parcourir entre 5 et 13 km pour accéder à un centre de santé.

Pour les localités qui disposent d'un centre de santé (60 %) l'accès aux soins de santé demeure précaire dans l'ensemble de la zone enquêtée depuis la crise postélectorale. Cette détérioration est due au manque de médicaments (54 %), au manque de moyens pour accéder aux soins de santé (28 %) et, à un degré moindre, au manque de personnel de santé (18 %).

**Eau potable :** Toutes les localités visitées disposent de points d'eau. La difficulté réside dans la non fonctionnalité et l'insuffisance de ces points d'eau. Ainsi, seulement 58 % des points d'eau des localités visitées sont fonctionnels contre 71 % avant la crise postélectorale.

**Ecoles:** Toutes les localités visitées ont vu leur école ré-ouverte. Toutefois, la crise a causé de nombreuses destructions de logements d'instituteurs et de bâtiments de classes créant ainsi une insuffisance de salles de classe. Dans ces écoles aucune cantine n'est encore fonctionnelle. Une autre difficulté rencontrée par les communautés est le manque d'actes de naissances pour les enfants. Ainsi, En moyenne 90 % des élèves sont sans actes de naissance.

**Logement :** Le Cluster Abris et NFIs<sup>1</sup> estime que 24 000 maisons étaient soit endommagées, soit détruites pendant la crise postélectorale. Malgré les actions de réhabilitation déjà entamées, il y a des efforts à faire surtout pour environ 6 000 ménages les plus vulnérables qui ont tout perdu lors du déplacement et qui ont du mal à réhabiliter ou reconstruire leurs habitations.

## **Protection**

- L'insécurité est à la fois physique et psychologique. Les communautés ont un sentiment d'insécurité et craignent des attaques surtout dans les villages frontaliers ;
- Les populations éprouvent des difficultés à établir des documents administratifs ;
- Les enfants des retournés ont du mal à s'inscrire à l'école du fait d'un manque d'actes de naissances

---

<sup>1</sup> Non-food Items ou biens non-alimentaires

## **Quels sont les facteurs de risque de dégradation future de la situation alimentaire ?**

L'accès des populations retournées et rapatriées aux aliments sera limité au cours des prochains mois du fait de l'absence de stocks alimentaires, de l'insécurité qui a prévalu ces derniers mois et qui a engendré une certaine instabilité (es déplacements répétés après des attaques), de la non disponibilité des semences de qualité et des conflits fonciers. Il y a un risque de dégradation de la cohésion sociale lié surtout au contrôle des moyens de production (terres, plantations).

Les groupes les plus à exposés à l'insécurité alimentaire sont les femmes (veuves) avec des enfants à charge, les personnes âgées et les handicapés physiques sans actifs productifs.

## **Quelles recommandations pour les interventions et les programmes ?**

Tout en créant les conditions et opportunités pour un processus de réhabilitation des moyens de subsistance dans les zones les plus stables, il est primordial de s'assurer que les besoins humanitaires de base (alimentation, santé, éducation) des plus démunis sont couverts, assurés au moins jusqu'à la prochaine récolte prévue (septembre/octobre 2013).

### **Recommandations : personnes retournées, rapatriées et les populations hôtes:**

- Fournir une assistance alimentaire d'urgence aux ménages des localités de Toulepleu et Bolequin ayant subi des attaques de bandes armées, perturbant ainsi la conduite normale des activités de subsistance (agriculture, petits commerce, travailleurs journaliers). Les ménages de la localité de Duékoué qui sont retournés tardivement (notamment ceux de l'ancien camp de déplacés de Nahibly) devraient également être ciblés par l'assistance d'urgence afin de leur permettre de participer effectivement à la campagne agricole 2013-2014 en préparation. Au total, près de 90,000 personnes bénéficieront de cette forme d'assistance.
- Appuyer la restauration de moyens d'existence dans les localités de Duékoué (pour les familles d'accueil et les déplacés ayant un accès à la terre) et de Bangolo afin de redynamiser les activités génératrices de revenus tout en consolidant la cohésion sociale entre les différentes communautés et la réinsertion socioprofessionnelles des jeunes. Les modalités de vivres et/ou cash contre travail, vivres pour la formation devraient être privilégiées dans la mise en œuvre.
- Fournir une prise en charge nutritionnelle aux groupes enfants malnutris, aux femmes enceintes et allaitantes afin de lutter contre les carences en micronutriments observées chez ces groupes spécifiques.

### **a. Recommandations à l'endroit des autres acteurs humanitaires**

- Sensibilisations des populations sur le retour au calme relatif (Côte d'Ivoire, Libéria)
- Organiser les « go and see » et « come and tell » visits<sup>2</sup>
- Mettre en place une stratégie d'assistance des rapatriés spontanés/organisés (n'ayant pas reçu du cash grant)
- Promouvoir les comités de réconciliation et de dialogue intercommunautaire

### **b. Recommandations à l'endroit du Gouvernement**

- Sensibilisations des populations sur le retour au calme relatif (Côte d'Ivoire, Libéria)
- Sensibiliser les populations sur les principes d'égalité et de non discrimination

---

<sup>2</sup> Il s'agit de permettre à quelques réfugiés de venir constater la situation sécuritaire dans leurs lieux de résidence habituels et d'aller expliquer aux autres réfugiés afin de les encourager à retourner

- Sécuriser davantage les zones frontalières de l'ouest
- Sensibiliser les forces de sécurité sur les Droits de l'Homme
- Promouvoir les Démobilisation Désarmement et de Réinsertion (DDR)
- Développer des mécanismes et/ou intervention visant la délivrance des actes administratifs à tous les enfants ;
- Plaidoyer pour la rédaction et la mise en œuvre d'une nouvelle loi foncière

## I. INTRODUCTION

L'agitation politique et la violence en Côte d'Ivoire apparues à l'issue des résultats contestés de l'élection présidentielle de 2010 ont provoqué le déplacement de plus de 224.000 Ivoiriens à travers la frontière au cours de l'année 2011 pour se réfugier au Libéria. La majorité des personnes déplacées (60%) se composait de femmes et d'enfants. Le Gouvernement du Libéria et de la Côte d'Ivoire, le HCR, le PAM, les organisations humanitaires et d'autres partenaires des Nations Unies avec le soutien de bailleurs de fonds, ont aidé les réfugiés au Libéria et des personnes déplacées internes (PDI) en Côte d'Ivoire en répondant à leurs besoins de base depuis le début de l'opération d'urgence en 2010.

Le premier trimestre 2012 a connu un retour massif des personnes déplacées et réfugiées aussi bien à l'ouest qu'à Abidjan. Ainsi, dix-sept (17) sites de déplacés à Abidjan hébergeant près de 8 000 personnes ont été fermés à la fin du mois de mars 2012. Ces personnes sont rentrées, soit dans leurs quartiers / villages d'origine ou se sont installées dans d'autres endroits.

Au début du deuxième trimestre une série d'événements notamment à l'ouest du pays ont perturbé le retour des déplacés et réfugiés :

- 25 avril 2012: Attaque d'hommes armés contre le village de Sakré, dans le sud-ouest, près de la frontière avec le Libéria: sept morts.
- 8 juin 2012: Au moins 18 morts, dont dix civils et sept Casques bleus nigériens de l'Onuci, lors d'une attaque contre plusieurs villages au sud de Taï (sud-ouest).
- 12 juin 2012: Les autorités affirment avoir déjoué en mars un complot qui aurait visé à renverser le gouvernement au profit d'un Conseil militaire de transition.
- 20 juillet 2012: Un braquage sanglant à Duekoué (ouest) est suivi de représailles contre le camp de déplacés de Nahibly: au moins onze personnes tuées et une cinquantaine de blessés. Près de 5 000 personnes sont forcées à retourner dans leurs villages d'origine ou vers d'autres destinations. Beaucoup de ceux qui sont retournés dans les villages luttent pour reconstruire leur vie. Dans le même temps, il y a des milliers de personnes qui vivent encore dans des familles d'accueil.
- 13 août: L'armée subit une nouvelle attaque contre un poste situé à la frontière avec le Libéria (Pékan barrage). Six Ivoiriens sont arrêtés au Libéria et détenus dans une zone frontalière
- 5 au 6 août 2012: plusieurs personnes sont tuées dans l'attaque du camp militaire d'Akouédo (nord d'Abidjan).

Cette situation a exacerbé les tensions intercommunautaires et les conflits fonciers, en particulier dans l'ouest, où la plupart des déplacements massifs de populations ont eu lieu.

La loi foncière de 1998 ne prévoit pas suffisamment de dispositions pour le règlement des différends sur la propriété foncière. Dans de nombreuses régions de l'ouest, les réformes à grande échelle sont nécessaires pour le bien de la coexistence pacifique et la stabilité durable. Les problèmes d'occupation secondaire des terres, combinée à la connexion entre



le régime foncier et le concept de "l'ivoirité" exigeront une approche nationale si le pays veut trouver des solutions à long terme aux tensions persistantes sur la propriété foncière.

Compte tenu des liens étroits ethniques entre Ivoiriens et Libériens, le mouvement à travers les frontières est fluide et fréquent, en fonction de divers facteurs socio-économiques. La mobilité de la population est accentuée par la porosité de la frontière entre les deux pays. Par exemple, certains réfugiés ivoiriens traversent régulièrement la frontière pour se rendre en Côte d'Ivoire dans leurs villages d'origine afin de surveiller leurs exploitations agricoles ou d'évaluer les perspectives pour la prochaine saison. En outre les réfugiés libériens sont des migrants qui ont établi une base semi permanente en Côte d'Ivoire, mais ces derniers ont été forcés de retourner au Libéria suite à la crise.

Malgré la fin de la crise politique en Côte d'Ivoire, on assiste toujours à des importants mouvements de populations à travers la frontière ivoiro-libérienne en raison de l'insécurité persistante qui règne dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Malheureusement, aucune mission d'évaluation conjointe (JAM) n'avait encore été effectuée dans les deux pays en raison de l'implication des acteurs humanitaires dans la réponse immédiate à la crise.

Pour mieux comprendre la dynamique des populations à travers les deux pays et permettre une réponse appropriée, une mission conjointe et simultanée a eu lieu au Libéria et en Côte d'Ivoire. Cette mission s'est déroulée en Côte d'Ivoire, dans le département de Bangolo (sous-préfectures de Zéo et Gohouo-zagna), dans le département de Duekoué (villages de Toazéo, Blody et Niambly), dans le département de Bloléquin (Sous-préfectures de Zéaglo, Doké), dans le département de Toulepleu (Sous-préfectures de Péhé, Bakoubly, Tiobly, villages de Toyébly, Bakpahi-diolé et Koarho).

## **II. Intérêt et objectifs**

La mission d'évaluation conjointe transfrontalière a permis d'analyser les différents secteurs tels que l'assistance alimentaire, non alimentaire, la santé, la nutrition, la coordination, les moyens de subsistance, la protection et les informations sur des données secondaires disponibles dans les deux pays en vue d'une meilleure planification de la réponse aux problèmes identifiés.

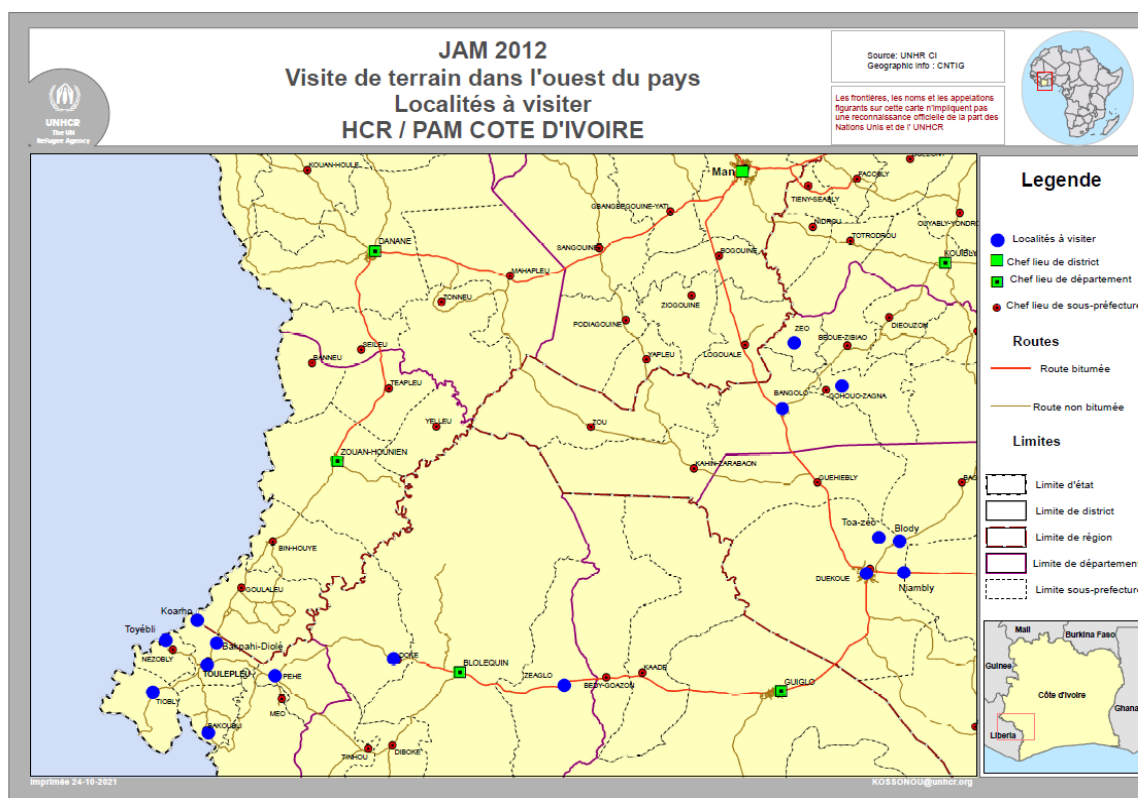
Les objectifs spécifiques de la mission conjointe transfrontalière sont les suivants:

- Identifier les populations vulnérables vivant des deux côtés de la frontière;
- Apprécier l'assistance apportée actuellement dans les deux pays, et
- Proposer des améliorations et / ou de nouvelles interventions en conformité avec les politiques des pays d'accueil et les plans de réponse.

## **III. Méthodologie**

L'évaluation a conjointement été menée par les coordonnateurs JAM du HCR et du PAM au Libéria et en Côte d'Ivoire avec la collaboration des ONG et des représentants des gouvernements respectifs.

L'équipe a examiné les questions stratégiques et opérationnelles sur la base d'une revue documentaire et la collecte de données primaires au moyen d'entretien avec les informateurs clés, de groupes de discussion et de réunions au cours des visites sur le terrain. La mission sur le terrain était faite dans les deux pays pour apprécier la situation générale, les profils et les besoins des réfugiés ivoiriens ainsi que celle les communautés d'accueil des réfugiés dans les zones frontalières du Libéria, et des personnes déplacées / populations hôtes en Côte d'Ivoire.



Les chefs d'équipe de la mission conjointe ont eu accès à la documentation disponible, tels que les rapports de distribution, (alimentation, la nutrition, la santé, WASH, articles non alimentaires, etc.), des enquêtes nutritionnelles récentes, les rapports de suivi des projets et d'autres données pertinentes. La visite terrain en Côte d'Ivoire a eu lieu du 5 au 12 novembre avec la participation effective du HCR et du PAM des deux pays (avec l'appui technique du bureau régional et du siège), la communauté, les donateurs et certains partenaires de coopération, ainsi que des représentants des deux gouvernements.

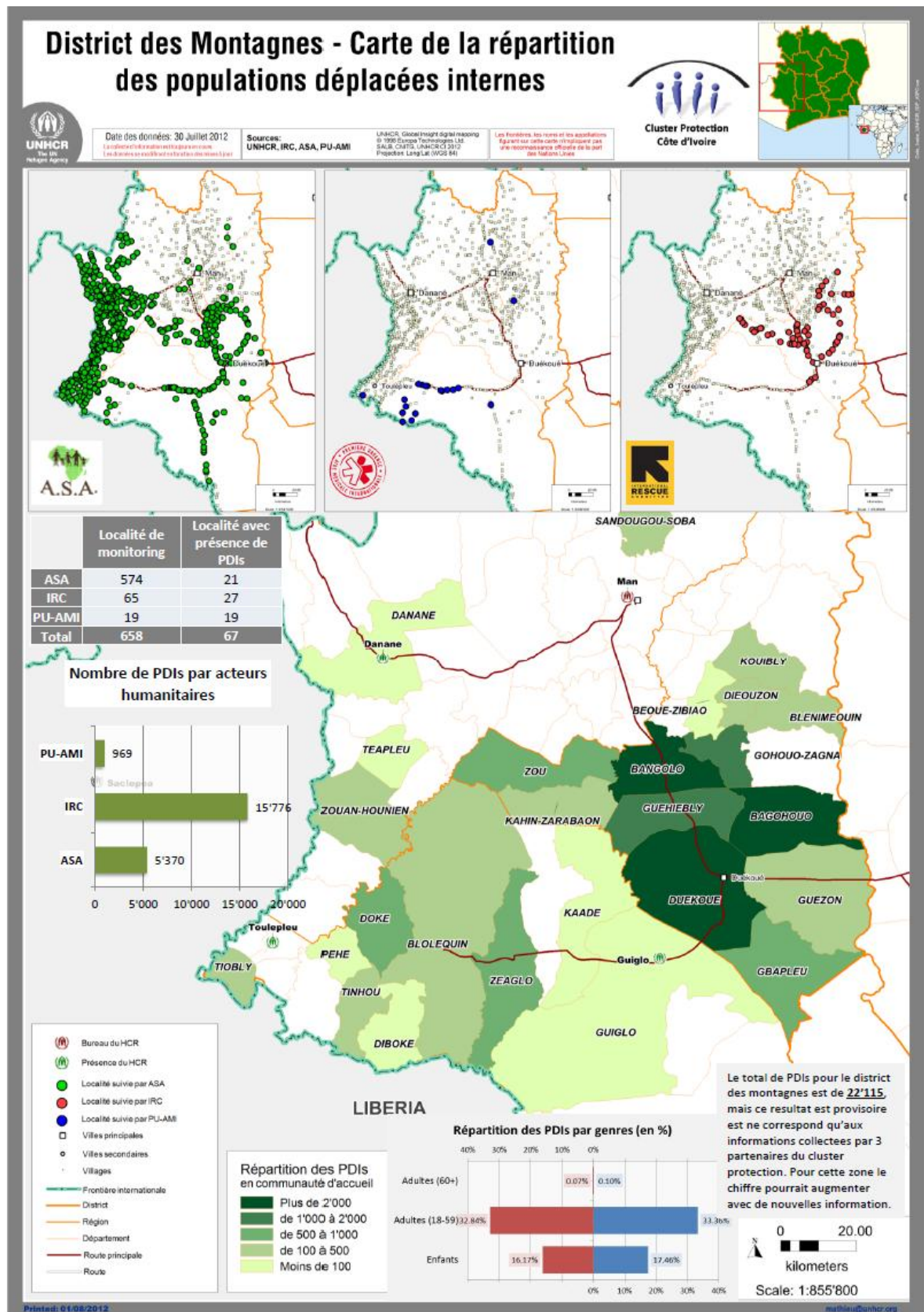
Les méthodes suivantes ont été utilisées:

- Examen des données secondaires et des informations disponibles ;
- Discussions de groupe lors de visites sur le terrain ;
- Entretien avec des informateurs clés (représentants des réfugiés, autorités locales).

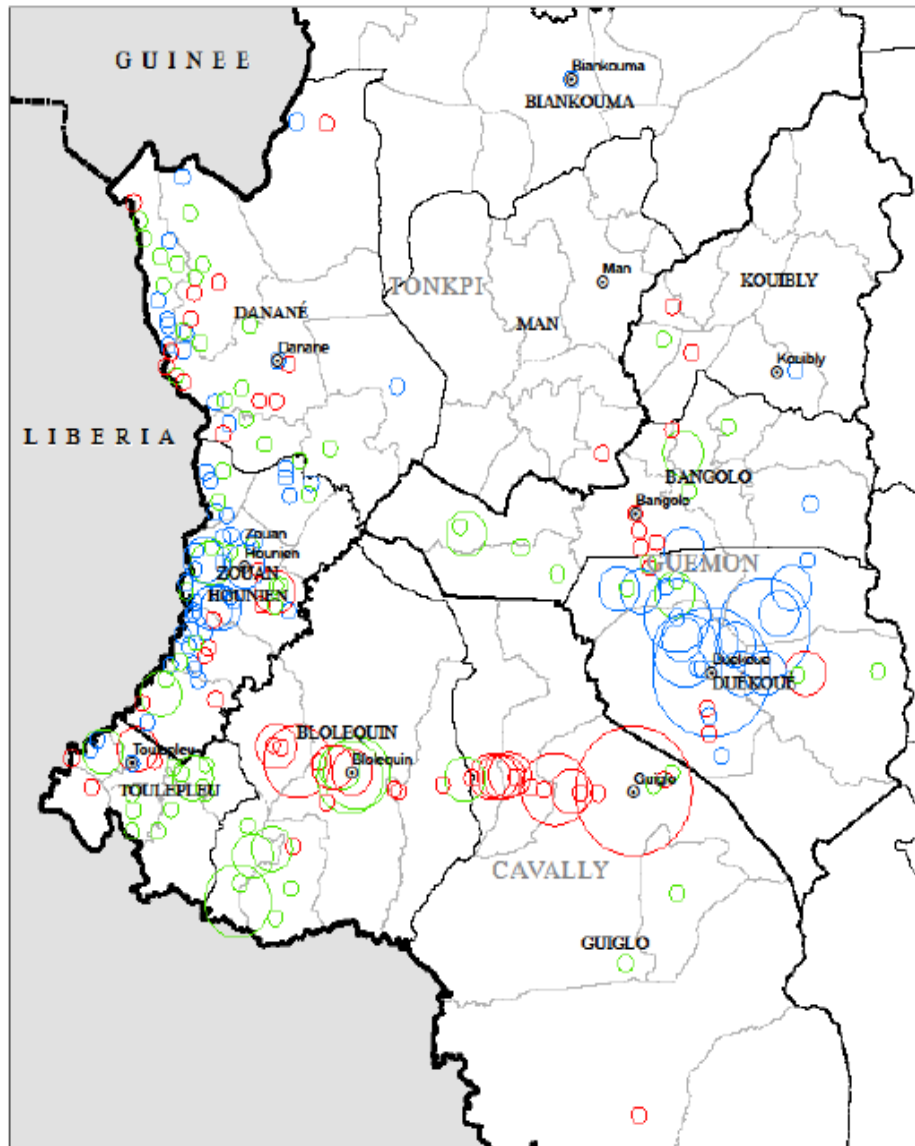
Les thématiques suivantes ont été analysées lors de l'enquête: la démographie, les mouvements de population et les déplacements récents, l'accès au logement, à l'eau et aux services sociaux de base, les facteurs de risques potentiels et mécanismes d'adaptation, l'agriculture, les marchés, l'assistance et l'aide alimentaire et enfin, les chocs et sécurité alimentaire.

Au total, treize villages ont été visités dans quatre départements de l'Ouest de la Côte d'Ivoire – Bangolo, Duekoué Bloléquin et Toulepleu (voir tableau en annexe pour les détails).

### 3.1 Caractéristiques Socio-démographiques

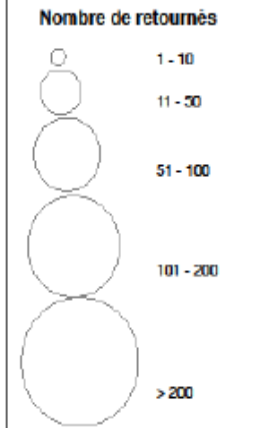


**DISTRICT DES MONTAGNES: Personnes retournées par convois organisés depuis les camp des déplacés entre Novembre 2011 et Février 2012**



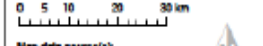
- Légende**
- Chef-Lieu de département
  - ▭ Limite d'Etat
  - ▭ Limite de département
  - ▭ Limite de Sous-Préfecture
  - ▭ Limite de région

- Période**
- Novembre 2011
  - Décembre 2011
  - Février 2012



Cette carte a été réalisée à partir de la compilation des données sur les convois des retournés organisés par le HCR et OIM entre Novembre 2011 et Février 2012

Map Doc Name: CIV0001 BANTRIERS OUEST AS 20120308  
 GUIDE Number: 07-010-0422-017  
 Creation Date: 08 Mars 2012  
 Projection/Unit: UTM 30NAD/34  
 Web File URL: <http://www.ocha.org/locations/geoportal/geoportal>  
 Nominal Scale at A4 paper size: 1:600 102



Map data source(s):  
 Spatial data: CNTIG and OCHA-CI  
 Thematic data: Cluster OCHA

**Disclaimer:**  
 The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.



**TOTAL RETOURNES PAR MOIS PAR SOUS-PREFECTURE**

novembre-11	1534	décembre-11	1351	décembre-11	1351	février-12	2683	février-12	2383
CAVALLY	35	CAVALLY	705	FONKPI	262	CAVALLY	1747	GUÉMON	604
TOULEPÉU	25	BOLEKOUIN	162	DANANÉ	247	BOLEKOUIN	787	BANGOLO	232
NEZOU	8	BOLEKOUIN	52	DALU	8	BOLEKOUIN	515	BANGOLO	55
TOULEPÉU	8	DIOKE	2	DANANÉ	23	DIOKE	32	NEOU-ZIBAO	20
GUÉMON	1263	DIOKE	64	BOUHOUÏE	64	DOE	41	BOUHOUÏE	4
BANGOLO	7	ZIAGLO	14	COUAN-HOÏE	21	YAHOU	107	BOHOU-ZAGNA	5
GUÉMOLO-TROUQUE	7	GUÉMO	439	SEÏOU	1	ZIAGLO	214	DAH-DARABACH	10
DUREKOU	1480	BÉY-GAZON	25	MAN	22	BOULO	401	DOU	23
SAGHOVO	215	GUIGLO	389	LOGOUALE	5	BÉY-GAZON	241	DUREKOU	496
DUREKOU	527	KAKÉ	50	MAN	18	GUIGLO	439	SAGHOVO	90
GUÉHERY	84	ZAGNE	5	ZOUAN-HOÏEN	221	KAKÉ	5	DUREKOU	354
GUÉMON	17	TOULEPÉU	46	BANNEU	1	NEZOU	1	GUÉHERY	64
KOUBLY	3	MEO	0	BOUHOUÏE	67	ZAGNE	67	GUÉMON	18
KOUBLY	3	NEZOU	0	BOULAZOU	14	TOULEPÉU	189	KOUBLY	18
TORNIPI	283	TICBY	0	COUAN-HOÏEN	20	BANNEU	15	NEZOU	10
BIANKOUMA	3	TOULEPÉU	42			MEO	10	TIÉY-SEABY	2
BIANKOUMA	5	GUÉMON	354			NEZOU	12	TORNIPI	232
DANANÉ	37	BANGOLO	27			PEÏE	63	DANANÉ	88
DALU	1	BANGOLO	24			TICBY	9	DANANÉ	52
DANANÉ	11	ZEO	5			TOULEPÉU	50	BOUHOUÏE	57
BOUHOUÏE	6	DUREKOU	138					COUAN-HOÏE	14
COUAN-HOÏE	11	SAGHOVO	7					SEÏOU	4
MAHAPÉU	4	DUREKOU	360					ZONNEU	2
SEÏOU	4	GUÉMON	12					ZOUAN-HOÏEN	239
ZOUAN-HOÏEN	240	GUÉHERY	9					BANNEU	13
BANNEU	8	TIÉY-SEABY	5					BOUHOUÏE	63
BOUHOUÏE	37	TORNOBOU	4					BOULAZOU	53
BOULAZOU	15							TOULEPÉU	5
TANNEU	16							ZOUAN-HOÏEN	124
ZOUAN-HOÏEN	167								

**3.2 Démographie et mouvement de population**

Lors de la crise postélectorale, les populations se sont déplacées soit à l'intérieur de leur région soit hors du pays. D'une manière générale, l'ampleur du phénomène est plus accentuée dans les régions de l'ouest où la quasi-totalité des ménages se sont déplacés. Les mouvements de populations varient selon les zones :

- Dans la zone de Toulepleu : du fait de la proximité avec la frontière, les populations se sont déplacées plus vers le Libéria. La violence des combats dans cette zone a entraîné le déplacement massif des populations (y compris allogènes et allochtones). Malgré la relative accalmie, le retour se fait timidement dans cette zone frontalière qui est encline à des attaques répétées. Lors des discussions de groupe, il est ressorti que les attaques répétées ont provoqué de nouveaux départs vers le Libéria, abandonnant villages, champs et plantations. Ainsi, dans les localités de Toulepleu, particulièrement celles situées le long de la frontière avec le Libéria, les populations ont dû abandonner leurs plantations après les mises en place des cultures (exemple des Sous-préfectures de Tiobly et de Bakoubly).
- Dans les zones de Duekoué : Lors du déplacement, les populations de cette zone se sont dirigées vers les autres villages plus sécurisés de la région et surtout vers le camp de Nahibly. La destruction de ce camp a entraîné un mouvement de retour des PDI vers leurs lieux habituels de résidence notamment dans les localités de Niambly, Toazéo et Blody.
- Dans les zones de Bangolo : les populations se sont déplacées dans les autres localités de la région en intégrant les familles d'accueil. La mission a constaté que la majorité des déplacés dans cette zone est retournée dans leur zone de résidence habituelle.

L'analyse des données secondaires montre que 159 891 réfugiés ivoiriens sont rentrés chez eux entre octobre 2011 et septembre 2012, dont la majorité, 145 000 d'entre eux étaient des retournés spontanés. Près de 15 000 retournés ont été assistés par le HCR dans leur retour du Libéria : 7 436 sont retournés par des convois organisés jusqu'à leur destination finale, tandis que 7 500 ont bénéficié du transport et de la sécurisation de leur trajet par les forces armées de la frontière jusque dans leurs villages d'origine. Cependant, dans la région frontalière avec le Liberia encline au conflit, les attaques armées à répétition depuis avril 2012 ont négativement affecté le désir de retour des réfugiés. Ainsi, les réfugiés ivoiriens hésitent ou modifient leurs projets de retour ; dans le même temps, certains sont forcés à fuir vers le Libéria alors qu'ils étaient déjà rentrés.

Lors des discussions de groupe, il est ressorti que la majorité des jeunes est encore réfugiée au Libéria. Ces jeunes ont peur pour leur sécurité car ils étaient pour la plupart des acteurs de la crise postélectorale.

Selon OCHA, 84 % des personnes déplacées internes sont retournées dans leurs lieux d'origine en septembre 2012.<sup>3</sup> En ce qui concerne les réfugiés, 62 % sont retournés dans leurs lieux d'origine (en Côte d'Ivoire) octobre 2012. La majorité des réfugiés ivoiriens se trouve au Libéria (77 % soit 64 826)<sup>4</sup>.

Selon le rapport de l'évaluation de la sécurité alimentaire (*ESASU, PAM février 2012*), le Libéria a été la principale destination des populations de Zouan Hounien et Bin Houyé (67 %) et de Toulepleu (56 %). Dans les zones de Bloléquin (43 %) et de Bangolo (64 %), les déplacés se sont dirigés vers d'autres localités de la région dans laquelle ils résident.

---

<sup>3</sup> Selon les dernières évaluations, ce chiffre est à réviser ultérieurement à la baisse, la communauté humanitaire estimant qu'il reste approximativement 47 000 PDIs en Côte d'Ivoire, dont 22 000 à l'ouest (octobre 2012)

<sup>4</sup> Les chiffres de réfugiés Ivoiriens au Liberia ont été fournis par UNHCR Liberia.

## Recommandations : Mouvement de populations

1. Sensibiliser les réfugiés et déplacés sur l'amélioration de la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire afin de les encourager à retourner
2. Organiser des visites pour les réfugiés afin qu'ils viennent apprécier la situation sécuritaire dans leur lieu habituel de résidence et convaincre les autres de retourner
3. Plaidoyer auprès du gouvernement pour sécuriser davantage les zones frontalières.

### 4.2 Accès au logement, à l'éducation, à la santé et à l'eau potable

#### a) Accès au logement

Dans le milieu rural, la majorité des logements est faite en banco ou en brique de terre. Pendant la crise postélectorale, plusieurs de ces habitations ont été détruites notamment à l'ouest. Le Cluster Abris et NFIs<sup>5</sup> estime que 24 000 maisons étaient soit endommagées, soit détruites pendant la crise postélectorale.

La mission a constaté que ce phénomène est accentué dans les localités proches de la frontière avec le Libéria et que la réhabilitation des abris demeure une grande préoccupation pour les ménages affectés. Dès leur retour, certaines communautés ont entamé la réhabilitation de leurs habitations. A cela viennent s'ajouter les réhabilitations et reconstructions réalisées par les acteurs humanitaires. Le Cluster Abris et NFIs estime à 11 500 le nombre d'habitations reconstruites par les communautés elles-mêmes et les acteurs humanitaires ont reconstruit 6 500 habitations des ménages les plus vulnérables et les moins aptes à les reconstruire eux-mêmes.

Selon le cluster Abris et NFIS, malgré ces avancées, il y reste encore des efforts à faire surtout pour les 6 000 ménages les plus vulnérables qui ont tout perdu lors du déplacement et qui ont du mal à réhabiliter ou reconstruire leurs habitations. Ils auront besoin d'une assistance en matériels, en équipement et en main d'œuvre. Cependant, dans un souci de cohésion sociale, la reconstruction des habitations détruites doit se faire avec la participation des différentes communautés

#### b) Accès à l'eau

En général, les conditions d'accès à l'eau se sont détériorées dans la quasi-totalité des villages visités depuis la crise postélectorale. Malgré les actions de réhabilitation des installations hydrauliques par les acteurs humanitaires opérant dans ce domaine (Croix rouge, Care, Gouvernement...), le niveau de fonctionnement des points d'eau n'a pas atteint celui d'avant la crise postélectorale. Ainsi, seulement 57% des points d'eau des localités visitées sont fonctionnels contre 71% avant la crise postélectorale.

Cette difficulté d'accès à de l'eau potable expose la population à des maladies liées à la consommation des eaux des puits et des rivières qui sont porteuses de germes responsables des maladies. La consommation d'eau non potable est la première cause de maladies diarrhéiques chez les enfants (EDS 2012)<sup>6</sup>.

Selon le rapport de l'évaluation de la sécurité alimentaire (*ESASU, PAM février 2012*), la proportion de villages sans point d'eau fonctionnel est passée de 14% avant la crise, à 25%. Les habitants de près de six villages sur dix (58%) estiment que leur accès à l'eau s'est détériorée depuis le début de la crise postélectorale. Ce constat a été fait dans le Haut

<sup>5</sup> Non-food Items ou biens non-alimentaires

<sup>6</sup> Enquête Démographique et de Santé

Sassandra (55%), dans les zones Bangolo (55%), de Bin Houyé et Zouan Hounien (76%) et surtout Toulepleu (91%).

Selon le document de stratégie 2013 d'OCHA, plus de 400 000 personnes sont encore privés d'accès à l'eau potable à l'ouest du pays.

### **c) Accès à l'éducation**

En ce qui concerne le système éducatif, la majorité des localités visitées ont vu leur école ré-ouvrir. Toutefois, la crise a causé de nombreuses destructions de logements d'instituteurs et de bâtiments de classes créant ainsi une insuffisance de salles de classe. Vu l'arrivée massive des populations dans leurs localités d'origines, les classes accueillent parfois plus de 100 élèves.

La gratuité de l'école est une réalité dans le département de Toulepleu, alors qu'à Duekoué et Bangolo, les parents d'élèves dénoncent des frais d'inscription hors de portée. Selon les responsables COGES (Comité de gestion des établissements scolaires), cela se justifie par le fait que les enseignants bénévoles sont pris en charge par les communautés. Le port de tenue scolaire est une obligation nationale. Cependant, selon les populations, les élèves qui n'en possèdent pas sont tolérés.

Le fait marquant dans toutes les localités visitées est la difficulté d'établir des extraits de naissance. En moyenne 90 % des élèves sont sans actes de naissance. L'ordonnance présidentielle de septembre 2011 relative à la déclaration des naissances des enfants nés pendant les crises (2002 et 2010) dans les zones ex-CNO s'est appliquée tardivement dans les localités de Duekoué, Guiglo, Bloléquin et Toulepleu. De ce fait les enfants de ces zones, n'en ont pas bénéficié. Pour le moment les enseignants tolèrent l'inscription des enfants à l'école, mais ils ne pourront pas présenter le concours d'entrée en 6<sup>ième</sup>.

Les écoles des localités visitées disposaient toutes de cantines scolaires avant la crise postélectorale mais qui ne sont pas fonctionnelles actuellement. Les principales raisons évoquées sont la destruction des réfectoires et le manque des ustensiles de cuisine.

### **d) Accès à la santé**

76,9% des localités visitées ne disposent pas de maternité et 38% ne disposent ni de maternité ni de dispensaire. Pour ces dernières, les populations doivent parcourir entre 5 et 13 km pour accéder à un centre de santé.

Pour les localités qui disposent d'un centre de santé (61,5%) l'accès aux soins de santé demeure précaire dans l'ensemble de la zone enquêtée depuis la crise postélectorale. Cette détérioration est due au manque de médicaments (54 %), au manque de moyens pour accéder aux soins de santé (28 %) et, à un degré moindre, au manque de personnel de santé (18 %).

Dans le département de Toulepleu, on note l'application effective de la gratuité ciblée à l'endroit des enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes pour ce qui est des soins du paludisme. Ceci n'est pas le cas à Bangolo et à Duekoué. Les populations des localités d'accès difficile dénoncent de sérieux problèmes d'évacuation des cas urgents. Dans la localité de Gohouo-zagna, des femmes sont mortes en couches par manque de moyen de transport et du fait du mauvais état de la route menant à Bangolo.

Le cluster santé, lors de la mission d'évaluation<sup>7</sup> dans les régions sanitaires de Tonkpi et du Cavally-Guemon, a rapporté d'une part un faible taux des aires de santé qui suivent les naissances (48 % des aires de santé sur les 173 existants dans les deux régions et que les femmes enceintes sont recensées d'une façon systématique seulement dans 5 % des aires de santé. Ceci s'explique aussi par le taux très bas de fréquentation des services prénatals

---

<sup>7</sup> Mission d'évaluation du secteur santé dans les régions sanitaires de Tonkpi et du Cavally-Guemon, mai/juin 2012

par manque de sensibilisation des femmes enceintes. La proportion des accouchements assistés par un personnel qualifié reste faible (moins de 30 %). Le nombre d'accouchement à domicile est encore très élevé. D'autre part, 83 % des formations sanitaires organisent des activités de consultations externes mais seulement 48 % de ces formations sanitaires ont la capacité de référer leurs malades en cas de nécessité.

Les discussions de groupe ont révélé que les communautés sont prêtes à servir de main d'œuvre dans les constructions d'infrastructures sociales de base pour améliorer l'accès aux soins dans leurs localités.

L'EDS et l'enquête nutritionnelle SMART de juillet/août 2012 indiquent une aggravation de la situation nutritionnelle chronique dans l'ouest comparée à 2010. Cette situation demande non seulement le maintien des efforts des activités de prise en charge nutritionnelle et de dépistage, mais de manière générale une intensification de la communication pour le changement de comportement, de l'éducation nutritionnelle et la sensibilisation sur les bonnes pratiques d'alimentation, de soin et d'hygiène. L'absence de micronutriments dans la diète des enfants de 6-23 mois est due à la pauvreté des populations de la zone de l'ouest et la conséquence en est un taux élevé de retard de croissance et d'anémie.

Tableau récapitulatif des structures de santé par localité visitée				
Départements	Localités visitées	Dispensaire	Maternité	Personnel de santé
BANGOLO	Zeo	1 centre de santé	maternité non fonctionnelle	1 garçon de salle à la retraite appuyé par des matrones
	Gohouo Zagna	1 dispensaire	1 maternité fonctionnelle	1 infirmier et une sage-femme
DUEKOUE	Toa- Zeo	Pas de centre de santé	Pas de maternité	
	Blody	Pas de centre de santé	Pas de maternité	
	Niambly	Pas de centre de santé	Pas de maternité	
BLOLEQUIN	Zeaglo	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
	Doké	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
Toulepleu	Péhé	1 dispensaire	1 maternité	1 infirmier et 1 sage-femme
	Bakoubly	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
	Tiobly	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
	Bapkahi- Diolé	Pas de Dispensaire	Pas de maternité	
	Toyebly	1 dispensaire	Pas de maternité	
	Koarho	Pas de dispensaire	Pas de maternité	

Source : JAM 2012

### Recommandations : Accès au logement, à l'éducation, à la santé et à l'eau potable

4. Poursuivre le programme de réhabilitation/reconstruction des habitations initié par les acteurs humanitaires depuis la fin de la crise postélectorale
5. Réhabiliter les infrastructures de bases des écoles primaires (cantines, magasins, cuisine) afin de permettre la mise en œuvre efficiente du programme des cantines scolaires dans ces villages ;
6. Augmenter les capacités d'accueil des écoles et des infrastructures sanitaires par la construction et/ou la réhabilitation d'édifices détruits pendant la période de crise ;
7. Renforcer la sensibilisation des parents et les acteurs éducatifs à la gratuité de l'école et encourager la scolarisation, notamment celle de la jeune fille ;



8. Plaidoyer auprès du gouvernement pour faciliter l'établissement des extraits de naissance des élèves et autres enfants ;
9. Poursuivre la réhabilitation / construction des points d'eau initié par les acteurs humanitaires et le gouvernement dans les zones déficitaires

### 4.3 Assistance humanitaire

Depuis le déclenchement de la crise, plusieurs agences et organisations humanitaires ont assisté les populations dans les domaines suivants :

- Assistance alimentaire et non alimentaires
- Assistance en abris
- Protection
- Assistance en semences et matériels agricoles
- Transfert monétaire

Les interventions d'urgence menées par les acteurs humanitaires et le gouvernement qui ont permis de sauver des vies humaines et de réhabiliter certains moyens de subsistance des populations vulnérables s'articulent autour des domaines suivants :

#### a) Assistance alimentaire

Année 2012	Personnes assistés	Quantité de vivres distribués	Localisation	Catégorie de bénéficiaires
PAM	686 999	20 718 tonnes	Moyen Cavally Montagnes Haut Sassandra Worodougou Lagune	Retournés Déplacés Enfants malnutris
CICR <sup>8</sup>	256 158	2 654 tonnes	Moyen Cavally Montagnes Bas Sassandra Lagune	Retournés Déplacés

Les interventions dans le domaine de l'assistance alimentaire ont été assurées essentiellement par le PAM et ont concerné à la fois les déplacés, les retournés et les familles hôtes vulnérables. Le gouvernement a aussi fourni une assistance alimentaire et des kits d'installation (nattes, ustensiles) aux personnes déplacées et retournées.

#### a) Transfert monétaire et coupon

Les premières interventions du programme transfert monétaire ont eu lieu dans la ville d'Abidjan en 2011 et qui ciblaient les ménages vulnérables non déplacés. Six organisations (ACF, ACTED CICR, Première Urgence – Aide Médicale d'Urgence (PU-AMI), Save the Children et Solidarités Internationale) ont mené des procédures de transferts monétaires en 2011 qui ont permis d'assister 38 329 ménages dans la commune d'Abidjan et ses environs.

A l'Ouest du pays, des programmes transferts monétaires ont été mis en place par plusieurs acteurs humanitaires (Oxfam, DRC, ACF et Save the Children). Ces interventions faites souvent en complément des distributions des vivres ont permis d'assister 9253 ménages, via différentes modalités (coupons alimentaires, transfert monétaire ou travail contre argent).

<sup>8</sup> Données 2011.

## b) Assistance agricole

En 2011, les acteurs intervenant dans le domaine agricole ont distribué :

- 586,392 tonnes de semences (274,446 tonnes de riz pluvial, 195,402 tonnes de riz irrigué, 94,836 tonnes de maïs, 21,089 tonnes de haricot et 0,619 tonnes de spéculations maraîchères (gombo, tomate, d'oignon, d'aubergine, de piment, etc.) ;
- 1 029,379 tonnes d'engrais (635,467 tonnes de NPK et 393,912 tonnes d'urée)
- 2,717 tonnes de pesticides (0,932 tonnes d'herbicide et 1,785 tonne de fongicide)
- 83 641 outils composés de houe industrielle, de botte, de daba locale, d'arrosoir et de pulvérisateur.

Les acteurs du secteur agricole notamment la FAO ont privilégié l'approche communautaire pour la mise en œuvre de ces activités. En effet, les communautés ont été encouragées à ce mettre en coopérative pour bénéficier des intrants agricoles. Ainsi, plusieurs parcelles communautaires ont été mises en valeur ce qui a non seulement favorisé la cohésion sociale mais et surtout atténué l'impact du manque d'accès à la terre.

Pendant, beaucoup de personnes retournées tardivement n'ont pas bénéficié de cette assistance agricole.

### Recommandations : Assistance humanitaire

10. Suivant le fonctionnement des marchés, favoriser l'accès aux aliments pour les groupes les plus vulnérables par des interventions combinant à la fois des transferts monétaires inconditionnels et/ou des distributions de vivres en nature. Ce qui devrait soutenir la production et l'économie locale tout en préservant la couverture des besoins de bases des groupes à risque (personnes en insécurité alimentaire sévères, femmes enceintes et enfants de moins de cinq ans);
11. Soutenir la restauration des moyens de production et la création d'actifs durables en encourageant les initiatives communautaires au travers des distributions conditionnelles de vivres dans les zones où, les perspectives de récoltes sont moins bonnes ;
12. Fournir des kits d'installation (intrants agricoles, vivres et ustensiles,) aux personnes retournées, aux familles hôtes vulnérables (y compris les jeunes) pour faciliter leur réinsertion et intégration dans le tissu social.

## 4.4 Protection

Dans la majorité des villages visités, l'équipe a remarqué que la population, a d'importantes difficultés pour établir les documents administratifs (extrait d'acte de naissance, attestation d'identité) en raison des registres brûlés et des coûts associés au déplacement et à l'établissement des documents en question. Là où une sous-préfecture est présente et qu'il y a une bonne relation entre le sous-préfet et la population, les enregistrements des enfants sont facilités c'est le cas dans la zone de Bangolo. La population n'a pas vraiment bénéficié de l'ordonnance présidentielle qui donnait la possibilité aux populations des zones occupées pendant la guerre d'établir leurs documents administratifs gratuitement. Il est ressorti des discussions de groupe que certains retournés ayant perdu toutes leurs documentations ont du mal à inscrire leurs enfants à l'école. Par ailleurs, les populations la question de sécurité à la fois psychologique et physique. Elles éprouvent un sentiment de peur du fait de la présence d'hommes en armes (Mont Péko) et surtout des attaques répétées enregistrées dans les zones frontalières.

## Recommandations : Protection

13. Prendre en charge l'établissement des documents administratifs des personnes retournées
14. Plaidoyer pour la prolongation de l'ordonnance présidentielle relative à l'établissement gratuit des documents administratifs

## IV. Analyse de la sécurité alimentaire

### 5.1 Agriculture

Le Ministère de l'agriculture estime que la récolte 2011-2012 en Côte d'Ivoire était réduite de 38,5 % dans les zones directement touchées par le conflit, y compris le Sud-ouest, l'Ouest et le Centre-Ouest. Celle-ci est principalement due aux déplacements de populations, le manque de moyens de production (pillage des exploitations) et les semis tardifs des personnes retournées. De plus, les attaques et les rumeurs d'attaques ne favorisent pas la sérénité des populations dans la pratique des activités agricoles. Ainsi à Toulepleu et au sud de Taï, particulièrement dans les localités situées le long de la frontière avec le Libéria, les populations ont dû abandonner leurs plantations après les mises en place suite aux attaques enregistrées dans le courant de l'année 2012 (exemple du cas des Sous-préfectures de Tiobly et de Bakoubly). Les perspectives de récoltes pour la campagne agricole 2012-2013 sont bonnes dans l'ensemble sauf dans le Bas-Sassandra et le long de la frontière avec le Libéria (dans les sous-préfectures de Tiobly et de Bakoubly).

Des échanges avec les populations concernées sur la pratique des activités agricoles (pluviométrie, difficultés, stocks et stratégie alimentaire) pour la campagne 2012-2013, il ressort que de façon générale, la production de cultures vivrières est en baisse dans toutes les localités visitées comparée à une année normale. Les communautés ont évoqué plusieurs raisons qui diffèrent d'une zone à une autre. Dans un souci d'approfondir l'analyse, nous avons procédé à un zonage en fonction des problématiques majeures des différentes zones visitées.

#### **La zone de Bangolo**

Dans cette zone où l'équipe JAM a visité deux villages, les communautés sont retournées avant la période de semis et ont pu pratiquer l'agriculture pendant cette campagne 2012-2013. Les principales cultures vivrières sont le riz, le maïs, la banane, le manioc et les cultures de rente sont le cacao et le café. Cependant, les communautés affirment que la récolte n'est pas bonne comparée à une année normale. Les principales raisons évoquées sont l'insécurité et l'occupation des champs et des plantations qui ont entraîné une baisse des superficies cultivées.

Certes les populations sont revenues, mais elles ont eu des difficultés pour accéder à leurs terres, plantations et champs. Selon elles, leurs champs et terres ont été occupées par des allogènes et les voisins Yacouba (de Lougoualé) et aussi la proximité de ces localités avec le Mont Péko (où résident des hommes en arme) les empêche d'aller dans les plantations éloignées du village. Seules les terres autour des villages ont été cultivées.

Les communautés affirment que leurs stocks alimentaires sont faibles et ils estiment la durée moyenne de ces stocks entre deux à quatre mois contre en moyenne sept mois en année normale. La conséquence directe de cette situation est que la période de soudure durera en moyenne 6 mois au lieu de trois mois en année normale.

## **La zone de Duekoué**

Dans cette zone nous distinguons trois catégories de populations : i) les allochtones et allogènes restés sur place et qui ont pu pratiquer l'agriculture pendant cette campagne agricole 2012-2013, ii) les PDI qui sont retournés avant la période des semis et qui ont pu cultiver et iii) les PDI de Nahibly qui sont retournés après la période des semis et donc n'ont pas pu prendre part à la campagne agricole.

Selon les allochtones et les allogènes restés sur place, leur production est relativement meilleure que la campagne précédente. Ils ont cultivé le riz, le maïs, la banane, le manioc, le cacao et le café.

En revanche, les PDI retournés avant la période des semis affirment ne pas s'attendre à une bonne campagne agricole à cause de l'occupation des terres par les allogènes/allochtones et du manque de semences agricoles. Ils ont des difficultés pour accéder à leurs terres et se rabattent sur les terres cultivables autour des villages. Ne disposant que de petites surfaces cultivables, ils ont cultivé le riz, le manioc et la banane.

Quant aux PDI retournés après la période des semis, ils vivent de l'assistance alimentaire, de l'entraide communautaire et du travail journalier dans les champs. Ils n'ont pas pu prendre part à la campagne agricole.

## **La zone de Toulepleu**

Dans cette zone huit villages ont été visités. Ces villages peuvent être regroupés en deux catégories : la première catégorie (Zeaglo, Doké et Pehe) où la situation sécuritaire est relativement stable et la deuxième catégorie de villages frontaliers (Bakoubly, Tiobly, Toyebly, Bakpahi-Diolé, Kouarho) où la situation sécuritaire est très précaire (à cause des dernières attaques) et la majeure partie de la population effectue des allers-retours incessants de part et d'autre de la frontière Libérienne à la moindre attaque.

Pour la première catégorie, la violence des combats dans cette zone avait entraîné le déplacement de la quasi-totalité des populations qui étaient réfugiées au Libéria. Le retour de ces populations a été encouragé par les sensibilisations et les rapatriements organisés par le HCR. La problématique majeure de cette zone est le retour tardif des déplacés et le sentiment de peur. La majorité de la population est retournée après la période des semis et n'a pu cultiver et dépend donc largement de l'assistance alimentaire ou de l'entraide communautaire.

Pour la deuxième catégorie de localités, la situation sécuritaire proche de la frontière avec le Libéria menant à la mobilité incessante des populations a eu un impact négatif sur leur culture du riz, manioc, banane, maïs, tarot, café, cacao et hévéa. Selon ces populations, la production n'a pas été bonne comparée à une année normale. Les principales raisons évoquées sont le manque d'entretien des cultures (rumeurs, attaques de Pékan barrage, déplacements) et insuffisance de semences.

## **5.2 Chocs, facteurs de risques potentiels et mécanisme d'adaptation**

### **a) Chocs**

Dans toutes les localités visitées les communautés ont affirmé avoir subi un choc ou rencontré des difficultés au cours des 12 derniers mois. L'insécurité et les déplacements forcés et fréquents sont les principaux chocs qui ont été cités par les communautés visitées. Ensuite viennent l'occupation des terres et plantations et la destruction de l'habitat.

Le choc subi ou la difficulté rencontrée par les communautés, au cours des 12 derniers mois, s'est traduit par : a) une baisse de la production; b) la perte des actifs/biens; c) la désorganisation des moyens de subsistance. Ce qui a eu pour effet de réduire la capacité des communautés à produire et ou acheter de la nourriture.

### **b) Facteurs de risque potentiel et mécanismes d'adaptation**

Comme toute réalité sociale, la situation décrite dans ce rapport est évolutive. Différents facteurs pourraient provoquer sa détérioration si des actions ne sont pas menées.

Dans toutes les localités visitées, les communautés ont estimé que dans les six mois à venir, la situation alimentaire risque de se dégrader.

L'accès à l'alimentation des populations retournées et rapatriées sera limitée au cours des prochains mois par : l'absence de stocks alimentaire, l'insécurité, les déplacements répétés après des attaques, la non disponibilité des semences de qualité et les conflits fonciers.

Pour surmonter ces difficultés alimentaires, les communautés comptent ou développent déjà des mécanismes d'adaptation tels que :

- Travail journalier payé en nature et/ou en espèce
- Transformation et vente du manioc
- Récolte d'igname sauvage
- Cueillette, transformation et vente de graines de palme
- Transferts d'argent des migrants

Cependant, d'autres n'ont pas encore récupéré surtout à cause des nombreux déplacements. Cette dernière catégorie a été observée surtout dans les localités frontalières (Toulepleu). Face à ces difficultés liées à l'accès à l'alimentation, les populations estiment qu'à la longue, ce sont les femmes (surtout les veuves) qui ont en charge des enfants, les personnes âgées et les handicapés physiques qui seront les plus affectés.

## **5.3 Evolution des prix et leur impact**

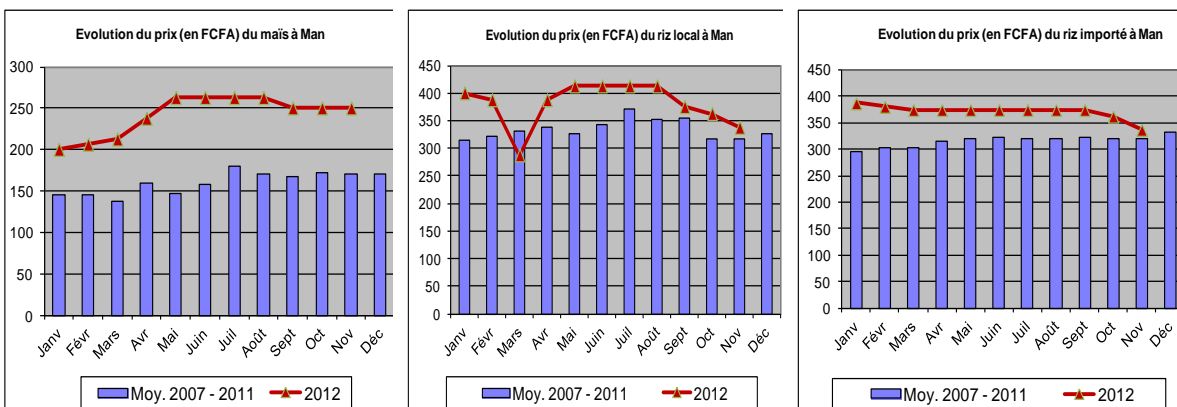
### **a) Cultures vivrières: Riz et maïs**

Le riz et le maïs constituent les principales cultures vivrières consommées par les ménages. Si le maïs est issu généralement de la propre production, le riz est essentiellement importé (50 % du riz consommé en Côte d'Ivoire est importé). Cette situation entraîne une forte dépendance des ménages par rapport au marché pour couvrir les besoins céréaliers. L'analyse comparative des prix de ces denrées sur le marché est un indicateur de la capacité des ménages à accéder à la nourriture.

Selon la note de suivi de marché (PAM-OCPV), il y a une hausse des prix depuis janvier 2010. Comparés à la moyenne 2007-2011, les prix en 2012 sont restés supérieurs.

Cependant, depuis juillet 2012, on constate une relative stabilité du prix du riz importé de grande consommation qui découle certainement des mesures prises par le Gouvernement. Il s'agit des mesures visant à la réduction des « faux frais » ainsi que l'affichage obligatoire des prix par les commerçants.

Depuis août 2012, le prix du maïs est en baisse sur la plupart des marchés suivis. Cette baisse peut être mise en rapport avec l'amélioration des disponibilités sur les marchés du fait des récoltes de 2012.



Source : PAM

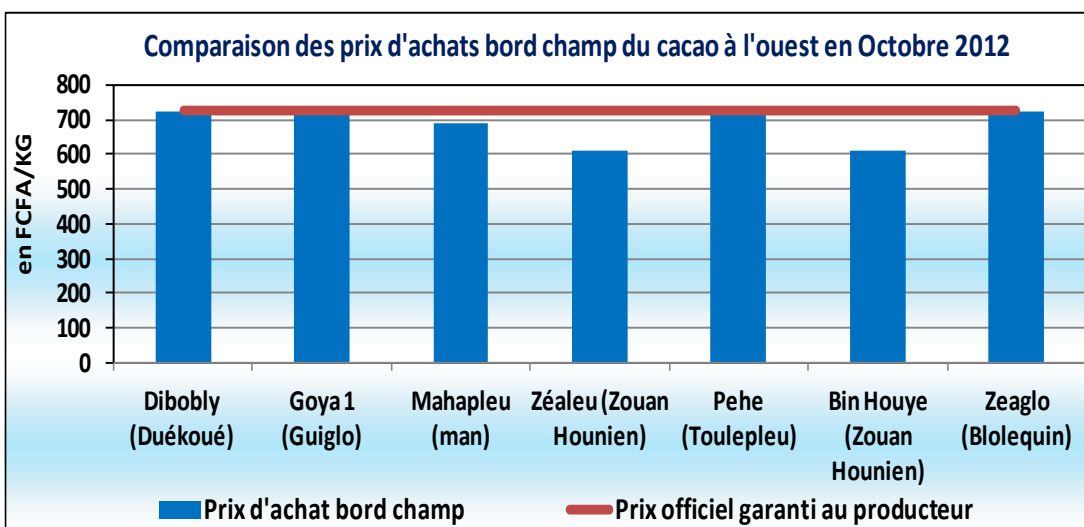
Sur les marchés de Man, Comparé à aout 2012, le prix du riz importé est resté stable en septembre 2012. Quant aux prix du riz local et du maïs, ils ont connu respectivement une baisse de 9,1% et de 4,8% en septembre 2012.

L'analyse des prix collectés dans les localités visitées montre une baisse du prix du riz local et du riz importé. Ainsi, en novembre 2011 le prix du riz local variait entre 365 et 400 FCFA contre 300-350 FCFA dans le même mois en 2012 et celui du riz importé variait entre 350-400 FCFA contre 350-375 FCFA.

### b) Cultures de rentes : cacao, principale culture de rente de la zone ouest

Le cacao est la principale culture de rente pratiquée par les ménages dans la zone ouest du pays. Les revenus tirés de la vente du cacao sont réinvestis dans l'achat de produits vivriers et dans les autres postes de dépenses (santé, éducation, investissement, etc.). Pour permettre aux ménages de tirer le maximum de revenus de la vente du cacao, le Gouvernement a pris une mesure nationale pour fixer un prix plancher (prix minimum d'achat garanti aux producteurs) pour le cacao pour la campagne 2012-2013.

Le mois d'octobre a été marqué par le démarrage de la grande traite du cacao. En dehors de Guiglo où le cacao s'achetait à 538 FCFA/kg en octobre 2012, le prix officiel garanti de 725 FCFA/kg était effectif à Man, Duekoué, Bloléquin, Toulepleu et Zouan Hounien.



Source : Note mensuelle sur l'évolution des prix de marché en Côte d'Ivoire – octobre 2012(PAM-OCPV)

En ce début de campagne 2012-2013, le prix bord champ garanti (725 FCFA/Kg) fixé par le Gouvernement est respecté par les structures d'achat organisées (coopératives et sociétés de négoce) qui exigent de ce fait un cacao de qualité. Cependant, certains producteurs ont du mal à écouler leurs productions par manque d'acheteurs. Ce phénomène est surtout

observé dans les sous-préfectures reculées ou difficiles d'accès (Zou, Gbapleu, Diéouzon, Bakoubly, etc.).

L'analyse des termes de l'échange permet d'apprécier la capacité des paysans à accéder aux denrées alimentaires. L'analyse des termes de l'échange cacao/riz importé montre qu'en septembre 2010, la vente d'un kilo de cacao permettait aux producteurs de Man d'acheter 2,7 kg de riz importé, contre 1,7 kg en 2011 et seulement 1,5 kg en 2012. Cela montre que les producteurs éprouvent beaucoup de difficultés pour accéder à la nourriture en 2012 comparé à 2010.

### **c) Fonctionnement des marchés**

L'analyse du fonctionnement des marchés permet d'observer deux types de phénomènes dans les localités visitées: les villages avec des marchés fonctionnels et ceux sans marchés.

Pour l'ensemble des villages qui disposent d'un marché fonctionnel (62%), le niveau d'approvisionnement a augmenté comparé à l'année dernière mais n'a pas encore atteint celui d'une année normale. Les communautés affirment que leur système d'approvisionnement des marchés est perturbé à cause de:

- L'insécurité
- La baisse de la production locale des cultures vivrières
- Le mauvais état des routes
- La réduction du nombre de commerçants sur les marchés

Avec tous ces facteurs, il manque sur certains marchés notamment ceux des localités frontalières des produits tels que poisson, viande, intrants agricoles.

Pour les villages qui ne disposent pas de marché fonctionnel (soit détruit lors de la crise postélectorale, soit n'a jamais existé), les populations parcourent entre deux et sept kilomètres pour faire leurs achats. Les marchés sur lesquels elles vont (Duekoué, Toulepleu, Bangolo) sont bien approvisionnés comparé à l'année dernière mais n'ont pas encore atteint le niveau d'approvisionnement d'une année normale.

En ce concerne le coût de la main d'œuvre, il varie dans l'ensemble entre 1 000 et 1 250 FCFA. Comparé à l'année dernière, dans certaines localités, nous constatons une nette augmentation du coût de la main d'œuvre. Par exemple, à Zéo le coût de la main d'œuvre est passé de 750 à 1 000 FCFA par jour. Cette hausse des prix de la main d'œuvre résulte du fait qu'avec le retour des populations, les activités agricoles reprennent mais la main d'œuvre (étrangère et locale) n'est pas encore suffisante. Lors des discussions de groupe, il est ressorti que la majorité des jeunes est encore réfugiée au Libéria. La hausse du prix de la main d'œuvre limite l'entretien des plantations abandonnées lors de la crise postélectorale.

## **V. CONCLUSIONS**

La mission JAM a été une opportunité pour faire l'état des lieux des différentes localités visitées dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, du marché, des services sociaux de base, de la sécurité, de la protection, de la documentation. Dans le même temps, les différentes équipes ont sensibilisées les populations rencontrées sur le fait que cette évaluation se produit au moment où les humanitaires commencent à se retirer et le Gouvernement prend progressivement le relai. Les résultats finaux devront donc être partagés entre tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie de transition en Côte d'Ivoire.

Dans cette région où l'accès à la terre et aux ressources ont généré des problèmes graves entre les communautés depuis plusieurs décennies, une réponse humanitaire inadéquate pourrait avoir une incidence négative sur la situation humanitaire et raviver indirectement de nouvelles tensions.

Le Programme Conjoint a été lancé pour la période 2012-2015 à l'ouest de la Côte d'Ivoire, la zone la plus affectée par la crise postélectorale. Malgré les efforts de la communauté internationale, la situation ne s'est pas entièrement rétablie. Le programme a été mis en place pour contribuer à atténuer les difficultés que vivent les populations vulnérables (PDI et communautés hôtes), en soutenant les efforts du gouvernement dans cette région (PPU/PAPC). La réponse des Nations unies se fait à travers les trois composantes suivantes : 1) Rétablissement de la sécurité et restauration de l'autorité de l'Etat ; 2) Renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale ; et 3) Relèvement socio-économique.

Dans l'ouest les activités seront menées dans tous les secteurs de l'action humanitaire, notamment la protection, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau et l'assainissement, les abris, l'éducation et le relèvement précoce. Les efforts doivent conjointement être maintenus entre le Libéria et la Côte d'Ivoire afin de faciliter les retours et la réintégration des PDI et réfugiés dans leurs régions d'origines. De même une approche intégrée des différentes communautés doit être menée afin de garantir la cohésion sociale.

### **Priorités stratégiques**

1. Améliorer les conditions de vie et la protection des populations ciblées y compris les plus vulnérables, les personnes déplacées internes, les familles d'accueil et les communautés hôtes en assurant l'accès aux services de base. Priorité à l'ouest et au nord.
2. Identifier et soutenir des solutions durables pour le retour volontaire et l'intégration socio-économique dans les zones de retour sécurisées plus précisément à l'ouest.

## **VI. Matrice des recommandations**

<b>Recommandation</b>	<b>Priorité</b>	<b>Responsabilité</b>
<b>Mouvement de population</b>		
1. Sensibiliser les réfugiés et déplacés sur l'amélioration de la situation sécuritaire	Elevée	HCR/Gouvernement
2. Organiser les « go and see visit » et « come and tell visit »	Moyenne	HCR
3. Sécuriser davantage les zones frontalières	Elevée	Gouvernement
<b>Accès au logement, à l'éducation, à la santé et à l'eau potable</b>		
4. Poursuivre le programme de réhabilitation /reconstruction des habitations	Moyenne	HCR/ONG/PAM
5. Fournir les NFI aux ménages retournés et rapatriés	Moyenne	HCR



6. Construire des salles de classes dans les zones déficitaires	Faible	Gouvernement/UNICEF
7. Faciliter l'établissement des extraits de naissance des élèves	Elevée	Gouvernement/UNICEF
8. Réhabiliter/construire les cantines scolaires	Moyenne	PAM/UNICEF/Gouvernement
9. Sensibiliser les parents sur la gratuité de l'école	Faible	
10. Construire des centres de santé dans les zones déficitaires	Faible	Gouvernement/UNICEF
11. Recruter du personnel de santé et d'éducation dans les zones déficitaires	Faible	Gouvernement
12. Réhabiliter/construire les point d'eau potable	Moyenne	Gouvernement/UNICEF
<b>Assistance humanitaire</b>		
13. Assurer l'accès aux aliments pour les plus vulnérables jusqu'à la période des prochaines récoltes	Elevé	PAM
14. Promouvoir l'approche « Food For Asset »	Moyen	PAM
15. Fournir des kits d'installation aux retournés externes	Elevée	PAM/HCR
<b>Protection</b>		
16. Prise en charge de l'établissement des documents administratifs des personnes retournées externes	Moyenne	HCR/Gouvernement
17. Plaidoyer pour la prolongation de l'ordonnance présidentielle relative à l'établissement gratuit des documents administratifs	Moyenne	UNICEF/HCR
<b>Agriculture</b>		
18. Apporter un appui en semences et en matériels agricoles aux ménages retournés	Elevée	FAO
19. Aménager des bas-fonds et apporter un encadrement technique aux ménages retournés	Elevée	FAO/Gouvernement/PAM
20. Encourager la restitution des plantations et champs occupés	Elevée	Gouvernement/ONG

## ANNEXES

### Annexe I : Tableaux récapitulatif de l'accès à l'eau, l'éducation, la santé et des populations ciblées par département

**Tableau VII : Récapitulatif de l'accès à l'eau**

Départements	Localités visitées	Nombre de pompes avant crise	Fonctionnelles avant crise	Fonctionnelles après la crise
Bangolo	Zeo	04	04	00 + un château d'eau non fonctionnel
	Gohouo Zagna	06	03	0 pompe + 01 château d'eau
Duekoué	Toa Zeo	04	04	03
	Blody	05	05	02
	Niambly	02	02	01
Bloléquin	Zeaglo	06	05	05
	Doké	07	06	04
Toulepleu	Péhé	05	03	04
	Bakoubly	04	???	02+ un château non fonctionnel
	Tiobly	04	02	03 + un château d'eau non fonctionnel
	Bakpahi Diolé	07	04	07
	Toyebly	03	03	01
	Koarho	02	01	01

Source : JAM

**Tableau VIII : Récapitulatif de l'accès à l'éducation**

Départements	Localités visitées	Nbre écoles/ classes	Moyenne élèves par classe	Nbre enseignants	Nbre logements maîtres
<b>Bangolo</b>	Zeo	02 écoles de 06 classes chacune	N/A	4 Titulaires+ 1 stagiaire+ 7 bénévoles	Pas de logements maîtres
	Gohouo Zagna	01 groupe scolaire + une école	N/A	13 titulaires+ 5 bénévoles. 18 pour les 3 écoles	Tous logés
<b>Duekoué</b>	Toa Zeo	1 école de 6 classes	72 élèves par classe	3 titulaires + 3 bénévoles	6 logements en mauvais état
	Blody	1 groupe scolaire de 6 classes jumelées	50 par classe (6 classes en construction)	3 titulaires et 3 volontaires	4/7 logements habitables
	Niambly	1 école de 6 classes avec 320 élèves	Moyenne de 54 dont 75 au CP1 et 75 au CP2	4 Titulaires	5/6 logements fonctionnels
<b>Bloléquin</b>	Zeaglo	1 bâtiment de 3 classes pour une double vacation	N/A	6 titulaires	Pas de logements
	Doké	1 groupe scolaire de 2 bâtiments de 12 classes	40 élèves par classe	N/A	13 logements maîtres
<b>Toulepleu</b>	Péhé	1 groupe scolaire de 3 bâtiments de 10 classes	31 élèves par classe	9 Titulaires	7 logements en mauvais état
	Bakoubly	1 école de 6 classes	25 élèves par classe	5 titulaires et 1 recruté	Tous logés
	Tiobly	1 école de 6 classes	38 élèves par classe	6 titulaires	4logements habitables sur 6
	Bakpahi Diolé	1 école de 6 classes	51 élèves par classe	6 titulaires	Tous logés
	Toyebly	1 école de 6 classes	25 élèves par classe	5 titulaires	5 logements pour 6 enseignants
	Koarho	1 école de 6 classes	90 élèves au CP1 et 102 au CP2	03 titulaires et 03 intégré	6 logements fonctionnels

Source : JAM 2012

**Tableau IX : Récapitulatif de l'accès à la santé**

Départements	Localités visitées	Dispensaire	Maternité	Personnel de santé
<b>BANGOLO</b>	Zeo	1 centre de santé	1 maternité non fonctionnelle	1 garçon de salle à la retraite appuyé par des matrones
	Gohouo Zagna	1 dispensaire	1 maternité fonctionnelle	1 infirmier et une sage-femme
<b>DUEKOUE</b>	Toa- Zeo	Pas de centre de santé	Pas de maternité	
	Blody	Pas de centre de santé	Pas de maternité	
	Niambly	Pas de centre de santé	Pas de maternité	
<b>BOLEQUIN</b>	Zeaglo	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
	Doké	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
<b>Toulepleu</b>	Péhé	1 dispensaire	1 maternité	1 infirmier et 1 sage-femme
	Bakoubly	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
	Tiobly	1 dispensaire	Pas de maternité	1 Infirmier d'Etat
	Bapkahi-Diolé	Pas de Dispensaire	Pas de maternité	
	Toyebly	1 dispensaire	Pas de maternité	
	Koarho	Pas de dispensaire	Pas de maternité	

Source: JAM 2012

**Tableau X : Récapitulatif de la population cible par département visité**

Département	Villages visités	Populations cibles
<b>BANGOLO</b>	Zeo	PDI de 2002 et 2004 – Retournés spontanés
	Gohouo Zagna	Retournés spontanés et organisés
<b>DUEKOUE</b>	Toazeo	Retournés spontanés et organisés : ex PDI de Nahibly – PDI)
	Blody	Retournés spontanés et organisés : ex PDI de Nahibly – PDI)
	Niambly	Retournés spontanés et organisés : ex PDI de Nahibly – PDI)
<b>TOULEPLEU</b>	Zeaglo	Rapatriés – Retournés
	Doké	Rapatriés spontanés et organisés
	Pehe	Retournés – Rapatriés – PDI
	Bakoubly	Retournés – Rapatriés – PDI
	Tiobly	Retournés – Rapatriés – PDI

	Toyebly	Retournés – Rapatriés – PDI
	Bakpahi-Diolé	Retournés – Rapatriés – PDI
	Kouarho	Retournés – Rapatriés – PDI

Source: JAM 2012

Tableau VI : Récapitulatif

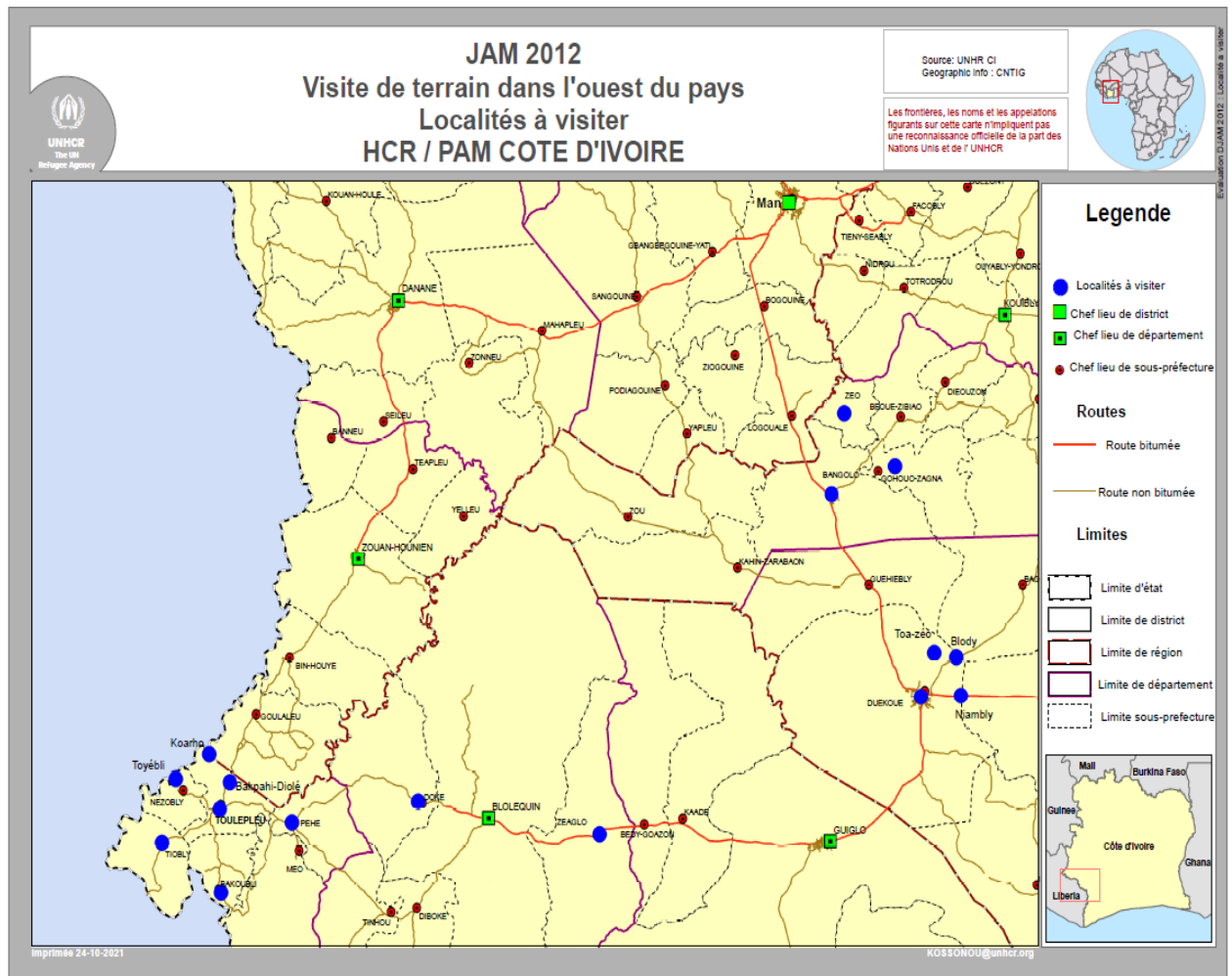
DEPERTEMENT	VILLAGES VISITES	BESOINS EXPRIMES
<b>BANGOLO</b>	Zeo	1. Réhabilitation du centre de santé, 2. manque de personnel qualifié 3. manque de semences de qualité 4. libération des plantations occupées
	Gohouo-zagna	5. Manque d'ambulance 6. Reprofilage de la route 7. Libération des plantations occupées
<b>DUEKOUE</b>	Toazeo	8. Pas de centre de santé 9. manque de semences de qualité 10. Difficulté d'établissement des documents administratifs
	Blody	11. Pas de centre de santé 12. Pas d'eau potable 13. Difficulté d'établissement des documents administratifs
	Niambly	14. Pas de centre de santé 15. Pas d'eau potable 16. Besoins en vivre 17. manque de semences de qualité 18. libération des plantations occupées 19. Difficulté d'établissement des documents administratifs
<b>TOULEPLEU</b>	Zeaglo	20. Pas de centre de santé 21. manque de semences de qualité 22. libération des plantations occupées 23. Difficulté d'établissement des documents administratifs
	Doké	24. Besoins en vivre 25. Manque de semence de qualité 26. Difficulté d'établissement des documents administratifs
	Pehe	27. Besoin en NFI 28. manque de semences de qualité 29. Difficulté d'établissement des documents administratifs
	Bakoubly	30. Pas de centre de santé 31. Besoins en NFI 32. manque de semences de qualité 33. libération des plantations occupées 34. Difficulté d'établissement des documents administratifs
	Tiobly	35. Besoins en vivres
	Toyebly	36. Pas d'eau potable 37. Besoins en vivres
	Bakpahi-Diolé	38. Besoins en vivres

	Kouarho	39. Pas de centre de santé 40. Besoins en vivres
--	---------	---

Source : JAM

## Annexe II :

### Mapping des zones visitées et Planning des visites



### Annexe III : LISTE DES STRUCTURES PARTICIPANTES A LA JAM 2012

N°	Structure	Nombre de participants	Nom des participants	Contacts
1	UNHCR Côte d'Ivoire	03	Mme Assouan Isabelle, Services communautaires, UNHCR Abidjan (Team Leader)	<a href="mailto:assouan@unhcr.org">assouan@unhcr.org</a> 05 00 51 66
			Mr Bert Francesco, Executive Assistant, UNHCR Abidjan	<a href="mailto:BERT@unhcr.org">BERT@unhcr.org</a> 04 34 44 46
			Mme Ouattara Alimata, Protection, UNHCR Man	<a href="mailto:OUATTAAL@unhcr.org">OUATTAAL@unhcr.org</a> 05 70 02 49
2	UNHCR Liberia	01	Ms. Nene Diallo, UNHCR Community Services Officer, Liberia	<a href="mailto:DIALLO@unhcr.org">DIALLO@unhcr.org</a>
3	PAM Côte d'Ivoire	02	Mbaiadjim NDOUBATAR Gérard, Head of Man Sub office	<a href="mailto:mbaiadjim.ndoubatar@wfp.org">mbaiadjim.ndoubatar@wfp.org</a> 04 83 70 00
			Moyabi SYLLA, in charge of M&E	<a href="mailto:moyabi.sylla@wfp.org">moyabi.sylla@wfp.org</a> 04 57 62 55
4	FAO Côte d'Ivoire	01	Aboubakar KONE, Spécialiste développement agricole et moyens d'existence.	<a href="mailto:kone.abubakar@fao.org">kone.abubakar@fao.org</a> 57100924/01799003
5	Service d'Aide et Assistance aux Réfugiés et demandeurs d'Asile (SAARA)	01	Mlle Kacou Laetitia, Assistante juridique, SAARA Abidjan	<a href="mailto:kacou@saara.gouv.ci">kacou@saara.gouv.ci</a> 58 69 70 88
6	Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales	01	Mr Kouame Yao Marcel, Chef de service Action Humanitaire	<a href="mailto:myaokouame@yahh.fr">myaokouame@yahh.fr</a> 05 25 78 31
7	CARITAS Guiglo	01	Mlle Gue Oueuhi Edwige Jacqueline, Assistante Programme, Caritas Guiglo	<a href="mailto:Gue_edwige@yahoo.fr">Gue_edwige@yahoo.fr</a> 07 34 85 14
8	ONG Afrique Secours Assistance (ASA)	01	Mr Boa Benjamin, Superviseur Monitoring, ASA Man,	<a href="mailto:boabenaka@yahoo.fr">boabenaka@yahoo.fr</a> 01 67 54 26
<b>Nombre Total de participants</b>		<b>11</b>		





## Annexe IV: Villages visités

Département	Villages visités	Populations cibles
<b>BANGOLO</b>	<b>Zeo</b>	PDI de 2002 et 2004 – Retournés spontanés
	<b>Gohouozagna</b>	Retournés spontanés et organisés
<b>DUEKOUE</b>	<b>Toazeo</b>	Retournés spontanés et organisés : ex PDI de Nahibly – PDI)
	<b>Blody</b>	Retournés spontanés et organisés : ex PDI de Nahibly – PDI)
	<b>Niambly</b>	Retournés spontanés et organisés : ex PDI de Nahibly – PDI)
<b>TOULEPLEU</b>	<b>Zeaglo</b>	Rapatriés – Retournés
	<b>Doké</b>	Rapatriés spontanés et organisés
	<b>Pehe</b>	Retournés – Rapatriés – PDI
	<b>Bakoubly</b>	Retournés – Rapatriés – PDI
	<b>Tiobly</b>	Retournés – Rapatriés – PDI
	<b>Toyebly</b>	Retournés – Rapatriés – PDI
	<b>Bakpahi-Diolé</b>	Retournés – Rapatriés – PDI
<b>Kouarho</b>	Retournés – Rapatriés – PDI	

Source: JAM 2012

## Annexe V : Questionnaire

		A.8 Numéro questionnaire:  _ _ _ _	
<b>A/- A COMPLETER PAR LE CHEF D'EQUIPE</b>			
A.1		Superviseur _____ Code Superviseur  _ _	
A.2		Date:  _ _  /  _ _  / 2012 Jour Mois	
<b>Identification du village</b>			
A.3	Région		_
A.4	Département		_
A.5	Sous-préfecture		_
A.6	Village	_	_
 <b>UNHCR</b> The UN Refugee Agency		 <b>WFP</b> <b>Programme</b> <b>Alimentaire</b> <b>Mondial</b> <b>PAM</b>	
		<b>Observations</b>	

**1. B NOTE D'INFORMATIONS**

Avant de commencer l'interview, il est important d'expliquer à tous les participants l'objet de cette évaluation et les remercier d'avoir bien voulu accepter de participer à cette étude. Il faut également expliquer:

- 41. Comment le village a été sélectionné ;
- 42. Comment sont sélectionnés les participants au questionnaire village ;

« Mon nom est **[Nom enquêteur]**.

Le PAM mène une étude dans les localités affectées par la crise postélectorale. Nous souhaiterions poser quelques questions sur l'ensemble des communautés vivant dans le village. Nous souhaiterions que les représentants des différentes couches sociales du village prennent part à cet entretien (hommes, femmes, jeunes, notables, représentants des différentes communautés (autochtones, allochtones, allogènes), etc.

Certaines informations techniques seront également collectées auprès des responsables de l'hôpital et de l'école du village (infirmiers, médecins, instituteurs).

Cet entretien nécessite environ une heure et demie (1h30mn). Les informations que vous nous fournirez seront strictement confidentielles et ne seront en aucun cas communiquées à d'autres personnes pour quelque motif que ce soit. La participation est volontaire, cependant nous espérons que vous participerez à cet entretien car vos points de vue nous permettront de mieux apprécier la situation alimentaire dans votre région. Vos réponses n'affecteront en aucune façon votre accès aux programmes d'assistance. Avez-vous des questions particulières ?  
Pouvons-nous commencer maintenant ?

**Avertissement :**

La réponse « *Ne sait pas* » a pour code 97

La réponse « *Non applicable* » a pour code 98

La modalité « *Pas de réponse* » a pour code 99

**Signature du chef d'équipe:**

SECTION 1 – DEMOGRAPHIE ET MOUVEMENT DE POPULATION			
1.1	Certains habitants du village ont-ils fui le village pendant la crise postélectorale ?	_	0 = NON → 1.12 1 = OUI → 1.2
1.2	Quelles sont les DEUX PRINCIPALES destinations choisies par ces personnes qui ont fui le village ?	N°1  _  N°2  _	1 = Libéria 2 = Guinée 3 = Autre localité de la région 4 = Autres localités de la Côte d'Ivoire 5 = Abidjan 6 = Autre pays frontalier (Mali, Burkina Faso,

			Ghana)
1.3	Ces personnes qui ont fui le village pendant la crise postélectorale sont-elles de retour ?	_	0 = NON → 1.4 1 = OUI, une partie → 1.4 2 = OUI, la quasi-totalité → 1.12
1.4	Si 1.3=0 ou 1.3=1, à combien estimez-vous le nombre d'habitants du village (adultes et enfants) non encore retournés ?	_ _ _  personnes	
1.5	Dans quelle localité / pays ces personnes se trouvent-elles actuellement ?  <b>Noter les DEUX PRINCIPALES localités / pays</b>	N°1  _  N°2  _	1 = Libéria 2 = Guinée 3 = Autre localité de la région 4 = Autres localités de la Côte d'Ivoire 5 = Abidjan 6 = Autre pays frontalier (Mali, Burkina Faso, Ghana)
1.6	Où ces personnes vivent-elles <b>PRINCIPALEMENT</b> ?  <b>Une seule réponse possible</b>	_	1 = Camp de réfugiés (hors de la Côte d'Ivoire) 2 = En famille d'accueil 3 = parents/amis 4 = Campement (dans la brousse) 5 = Location de maison
1.7	Certaines de ces personnes effectuent-elles des allers-retours entre le village et leur lieu de résidence actuel ?	_	0 = NON → 1.9 1 = OUI → 1.8
1.8	Si <b>OUI</b> , à quelle fréquence ? <b>Une seule réponse possible</b>	_	1 = Une à deux fois par semaine 2 = Deux à trois fois par mois 3 = Très rarement
1.9	Ces personnes envisagent-elles de retourner définitivement au village ?	_	0 = NON → 1.11 1 = OUI → 1.10
1.10	Si <b>OUI</b> , dans combien de mois ?	_ _  mois	→ 1.12
1.11	Pourquoi ces personnes n'envisagent-elles pas de retourner définitivement au village ?  <b>Entourer la/les réponses</b>	1	Ont raté la saison agricole 2012/2013
		2	Travail/opportunités économiques dans le lieu de déplacement
		3	N'ont pas accès à leurs plantations /champs
		4	Insécurité dans la région
		5	Habitations détruites
		6	Manque d'argent pour le transport
		7	Auront des difficultés pour accéder à la nourriture dans le village
		8	Ont accès à l'assistance alimentaire dans le lieu de déplacement

		9	Autre (préciser) _____
1.12	Le village a-t-il accueilli des déplacés (adultes et enfants) pendant la crise postélectorale ?	_	0 = NON → SECTION 2 1 = OUI → 1.13
1.13	Si OUI, ces déplacés sont-ils encore présents dans le village ?	_	0 = NON → SECTION 2 1 = OUI, une partie → 1.14 2 = OUI, quasiment tous → 1.14
1.14	Si 1.13=1 ou 1.13=2, combien de déplacés sont encore présents dans le village ?	_ _ _	personnes
1.15	Pourquoi ces déplacés ne sont-ils pas encore retournés dans leur lieu de résidence d'avant crise ?  <b>Entourer la/les réponses</b>	1	Ne se sentent pas en sécurité dans leur village d'origine
		2	Village détruit
		3	Victimes de menaces ciblées
		4	N'ont pas accès à leurs plantations /champs
		5	Auront des difficultés pour accéder à la nourriture
		6	Ont accès à l'assistance alimentaire dans leur lieu de déplacement
		7	Manque d'argent pour le transport
		8	Ont décidé de s'installer définitivement dans le lieu de déplacement
		9	Ont entrepris des activités agricoles / économiques dans le lieu de déplacement
		10	Autre (préciser) _____
1.16	Certaines de ces personnes effectuent-elles des allers-retours entre le village et leur lieu de résidence d'avant crise ?	_	0 = NON → 1.18 1 = OUI → 1.17
1.17	Si OUI, à quelle fréquence ? <b>Une seule réponse possible</b>	_	1 = Une à deux fois par semaine 2 = Deux à trois fois par mois
1.18	Ces personnes envisagent-elles de retourner définitivement dans leur lieu de résidence d'avant crise ?	_	0 = NON → 1.20 1 = OUI → 1.19
1.19	Si OUI, dans combien de mois ?	_ _	mois → SECTION 2
1.20	Pourquoi ces personnes n'envisagent-elles pas de retourner définitivement dans leur lieu de résidence d'avant crise ?  <b>Entourer la/les réponses</b>	1	Ne se sentent pas en sécurité dans leur lieu de résidence d'avant crise
		2	Village détruit
		3	Victimes de menaces ciblées
		4	N'ont pas accès à leurs plantations /champs
		5	Auront des difficultés pour accéder à la nourriture
		6	Ont accès à l'assistance alimentaire dans leur lieu de déplacement
		7	Manque d'argent pour le transport
		8	Ont décidé de s'installer définitivement dans le lieu de déplacement
		9	Ont entrepris des activités agricoles / économiques dans le lieu de déplacement

		10	Autre (préciser) _____
1.21	Avez-vous des difficultés pour établir les documents administratifs		Extrait de Naissance, attestation d'identité Jugement supplétif, carte d'identité,

SECTION 2 – DEPLACEMENTS RECENTS (JANVIER A NOVEMBRE 2012)					
2.1	Un ou plusieurs habitants du village ont-ils eu à se déplacer depuis janvier 2012 ?	_	0 = NON → SECTION 3 1 = OUI → 2.2		
2.2	Si OUI, Combien de fois	_ _			
2.3	Préciser le mois dans lequel le déplacement le plus important (nombre de personnes et durée) a eu lieu	_	1 = Janvier 2 = Février 3 = Mars	4 = Avril 5 = Mai 6 = Juin	7 = Juillet 8 = Aout 9 = Septembre 10 = Novembre
2.4	Combien d'habitants du village se sont déplacés ?	_	1 = Tous les habitants du village 2 = La moitié des habitants du village 3 = Moins de la moitié 4 = Seulement quelques habitants		
2.5	Quelle était la PRINCIPALE cause de ces déplacements ?	_	1 = Village attaqué par des groupes armés 2 = Villages voisins attaqués par des groupes armés 3 = Affrontements intercommunautaires 4 = Déplacements suite à des rumeurs 5 = Autre (préciser) _____		
2.6	Vers où les habitants du village se sont-ils dirigés ? <b>Une seule réponse possible</b> <b>(PRINCIPAL DESTINATION)</b>	_	1 = Libéria 2 = Autre pays frontalier 3 = Autre localité de la région 4 = Autre localité de Côte d'Ivoire 5 = Abidjan 6 = Autre (préciser) _____		
2.7	Certains habitants du village déplacés depuis janvier 2012 se trouvent-ils encore en dehors du village en ce moment ?	_	0 = NON → SECTION 3 1 = OUI → 2.8		
2.8	Si OUI, combien d'habitants environ ?	_	1 = La moitié 2 = Moins de la moitié 3 = Seulement quelques habitants		
2.9	Où la MAJORITE de ces personnes se trouvent-elles actuellement ? <b>Une seule réponse possible</b>	_	1 = Libéria 2 = Autre pays frontalier 3 = Autre localité de la région 4 = Autre localité de Côte d'Ivoire		

		5 = Abidjan 6 = Autre (préciser) _____
<b>2.10</b> Pourquoi ces personnes sont-elles encore en dehors du village ? <b>Entourer la/les réponses</b>	A	Insécurité dans la région
	B	Travail/opportunités économiques dans le lieu de déplacement
	C	N'a pas accès à ses plantations /champs
	D	Habitation détruite
	E	Manque d'argent pour le transport
	F	Auront des difficultés pour accéder à la nourriture dans le village
	G	Victime de menace ciblée / ne se sent pas en sécurité
	X	Autre (préciser) _____

**SECTION 3 – ACCES A L'EAU ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE**

		Avant la crise postélectorale	Actuellement
3.1	Nombre de points d'eau communautaires aménagés fonctionnels	_ _	_ _
3.2	Comment jugez-vous les conditions d'accès à l'eau depuis la crise postélectorale ?	_	1 = Détérioré → 3.3 2 = Resté identique → 3.4 3 = Amélioré → 3.4
3.3	Si 3.2 = 1, Pourquoi ?  Indiquer la PRINCIPALE raison	_	1 = Plus d'accès à l'eau potable 2 = Quantité d'eau insuffisante 3 = Mauvaise qualité de l'eau 4 = Ruptures fréquentes 5 = Autre (préciser) _____
3.4	Avez-vous une école primaire dans votre village ?	_	0 = NON → 3.5 1 = OUI → 3.6
3.5	Si NON, à combien de kilomètres se trouve l'école primaire la plus proche ?	_ _  km	
3.6	L'école est-elle fonctionnelle ?	_	0 = NON → 3.7 1 = OUI → 3.9
3.7	Si NON, depuis combien de mois l'école n'est-elle plus fonctionnelle ?	_ _  mois	
3.8	Si NON, Pourquoi l'école n'est-elle pas fonctionnelle ?  Indiquer la PRINCIPALE raison	_  → 3.11	1 = Ecole détruite pendant la crise postélectorale 2 = Ecole détruite par les intempéries 3 = Ecole hébergeant des déplacés 4 = Ecole occupée par des hommes armés 5 = Absence du personnel enseignant (ont fui le village pendant la crise) 6 = Enfants occupés dans les travaux champêtres 7 = Absence des enfants du village (déplacés) 8 = Pas de cantine scolaire dans l'école 9 = Autre (préciser) _____
3.9	La cantine scolaire de l'école est-elle fonctionnelle actuellement ?	_	0 = NON → 3.10 1 = OUI → 3.11 2 = Pas de cantine scolaire dans l'école → 3.11
3.10	Si NON, pourquoi la cantine n'est-elle pas fonctionnelle ?  Indiquer la PRINCIPALE raison	_	1 = Cantine détruite pendant la crise postélectorale 2 = Cantine détruite par les intempéries 3 = Matériel de cuisine pillé pendant la crise postélectorale 4 = Arrêt des livraisons de vivres 5 = Rupture fréquente dans la livraison des vivres 6 = Autre (préciser) _____
3.11	Le village dispose-t-il d'un centre de santé ?	_	0 = NON → 3.12 1 = OUI → 3.13
3.12	Si NON, à combien de kilomètres se trouve le centre de santé le plus proche ?	_ _  km	
3.13	Ce centre de santé est-il fonctionnel actuellement ?	_	0 = NON → 3.14 1 = OUI → 3.16
3.14	Si NON, depuis combien de mois le centre de santé n'est-il pas fonctionnel ?	_ _  mois	
3.15	Pourquoi ce centre de santé n'est-il pas fonctionnel ?	_	1 = Centre de santé détruit pendant la crise postélectorale 2 = Centre de santé détruit par les intempéries 3 = Matériel sanitaire pillé pendant la crise postélectorale 4 = Centre de santé hébergeant des déplacés 5 = Centre de santé occupé par des hommes armés 6 = Absence du personnel médical (ont fui le village pendant la crise)



	<b>Indiquer la PRINCIPALE raison</b>		7 = Autre (préciser) _____
<b>3.16</b>	Comment jugez-vous les conditions d'accès aux soins de santé depuis la crise postélectorale ?	_	1 = Détérioré → <b>3.17</b> 2 = Resté identique → <b>SECTION 4</b> 3 = Amélioré → <b>SECTION 4</b>
<b>3.17</b>	Si <b>3.16 = 1</b> , pourquoi ?  <b>Indiquer la PRINCIPALE raison</b>	_	1 = Centre de santé non fonctionnel 2 = Absence du personnel de santé 3 = Manque de médicaments dans le centre de santé 4 = Manque de moyens pour accéder aux soins médicaux 5 = Autre (préciser) _____
<b>3.18</b>	Seriez-vous prêt à participer à la construction des services sociaux de base	_	1= OUI 2= NON

SECTION 4 – AGRICULTURE				
4.1	Comparées à une année normale de récolte, comment jugez-vous les récoltes des cultures vivrières en 2012 ?	_	1 = Augmenté → 4.3 2 = Identique → 4.3	
4.2	Si les récoltes ont <b>diminué</b> , indiquer les raisons  <b>Entourer la/les réponses</b>	1	Manque de semences	
		2	Manque d'engrais	
		3	Manque d'outils agricoles	
		4	Baisse des superficies	
		5	Manque de main d'œuvre	
		6	Mauvaise pluviométrie	
		7	Retour tardif des habitants du village	
		8	Plantations / champs occupés	
		9	Litiges sur les plantations / champs	
		10	Autre (préciser)	
4.3	Comparé à une année normale de récolte, quelle sera en moyenne la durée des stocks des cultures vivrières suivantes, produites pendant la saison agricole 2012/2013 ?		<b>Durée des stocks pour la saison agricole 2012/2013</b>	<b>Durée des stocks pour une année normale de récolte</b>
		<i>Riz</i>	4.3a1  _ _  mois	4.3a2  _ _  mois
		<i>Maïs</i>	4.3b1  _ _  mois	4.3b2  _ _  mois
		<i>Manioc</i>	4.3c1  _ _  mois	4.3c2  _ _  mois
		<i>Banane plantain</i>	4.3d1  _ _  mois	4.3d2  _ _  mois
4.4	Par rapport à une année normale de récolte, quelle sera la durée de la période de soudure en 2013 ? (cultures vivrières)		<b>Durée de la période de soudure en 2013</b>	<b>Durée de période de soudure pour une année normale de récolte</b>
			_ _  mois	_ _  mois
4.5	Avez-vous des difficultés pour accéder à la terre ?	1 OUI 2 NON		
4.6	Si oui, quelles sont les raisons ?			

**SECTION 5 – MARCHÉ**

5.1	Le village dispose-t-il d'un marché ?	_	0 = NON → 5.2 1 = OUI → 5.3
5.2	Si <b>NON</b> , à combien de kilomètres se trouve le marché le plus proche ?	_ _  km	
5.3	Ce marché est-il fonctionnel actuellement ?	_	0 = NON → 5.4 1 = OUI → 5.6
5.4	Si <b>NON</b> , depuis combien de mois le marché n'est-il pas fonctionnel ?	_ _  mois	
5.5	Pourquoi ce marché n'est-il pas fonctionnel ?  <b>Indiquer la PRINCIPALE raison</b>	_	1 = Marché détruit pendant la crise postélectorale 2 = Marché détruit par les intempéries 3 = Marché non approvisionné 4 = Présence d'hommes en armes aux alentours du marché 5 = Routes dégradées 6 = Réticence/découragement des commerçants 7 = Autre (préciser) _____
5.6	Comment la fréquentation (par les habitants du village) du marché a-t-elle évolué depuis le début de la crise postélectorale ?	_	1 = Diminué → 5.7 2 = Identique → 5.8 3 = Augmenté → 5.8
5.7	Si 5.6= 1, indiquez les principales raisons ?  <b>Entourer la/les réponses</b>	1	Obligation de payer des droits de passage aux hommes en arme
		2	Insécurité (présence d'hommes en arme aux alentours du marché ou sur le chemin menant au marché)
		3	Manque de moyens de transport
		4	Manque d'argent pour acheter des biens sur le marché
		5	Pénuries fréquentes sur le marché
		6	Pas de possibilité d'acheter actuellement
		7	Autre (préciser) _____
5.8	Niveau d'approvisionnement du marché	<b>Octobre/novembre 2011</b>	
		<b>5.8a</b>  _	<b>5.8b</b>  _
		1 = Acceptable/Bon 2 = Identique 3 = Très faible/Mauvais	
5.9	Si le niveau d'approvisionnement actuel est très faible/mauvais ( <b>5.8b=3</b> ), quels sont les produits qui manquent sur le marché ?  <b>Entourer la/les réponses</b>	1	Vivriers produits localement (Riz local, manioc, etc.)
		2	Riz importé
		3	Huile de palme locale (huile rouge)
		4	Huile raffinée
		5	Viande / poisson
		6	Légumes et condiments
		7	Semences agricoles
		8	Outils agricoles
		9	Savons / produits hygiéniques
		10	Pétrole lampant
		11	Autre (préciser) _____

**SECTION 5 – MARCHÉ (suite)**

**PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES**

Indiquez les prix des produits suivants		Prix en FCFA Actuellement (octobre – novembre 2012)	Prix en FCFA L'année dernière (octobre – novembre 2011)
<b>Lorsque les habitants du village achètent au marché ou dans les boutiques</b>			
5.10	Riz local (kg)		
5.11	Riz importé « dénikashia »(kg)		
5.12	Manioc (tas)		
5.13	viande de bœuf (kg)		
5.14	Poisson congelé (kg)		
5.15	Huile raffinée (Litre)		
5.16	Huile rouge (litre)		
<b>Lorsque les habitants du village vendent aux pisteurs ou aux unités industrielles</b>			
5.17	Cacao (kg) (prix d'achat au producteur)		
5.18	Café (Kg) (prix d'achat au producteur)		
5.19	Palmier à huile (kg)		

**PRIX DE LA MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE ET NON AGRICOLE**

Indiquez le montant auquel est rémunérée une journée de travail agricole ou non agricole dans votre village pour chacune des tâches suivantes	Actuellement (octobre – novembre 2012)		L'année dernière (octobre – novembre 2011)	
	Prix minimum	Prix maximum	Prix minimum	Prix maximum
	(ECEA/jour)	(ECEA/jour)	(ECEA/jour)	(ECEA/jour)
5.18	Entretien de cultures vivrières			
5.19	Entretien de cultures de rente			
5.20	Travail dans les plantations			
5.21	Maçonnerie			
5.22	Autres			

SECTION 6 – ASSISTANCE ET AIDE ALIMENTAIRE		
6.1	Certains ménages du village ont-ils reçu des distributions gratuites de vivres depuis <b>janvier 2012</b> ?	<input type="checkbox"/> 0 = NON → 6.3 <input type="checkbox"/> 1 = OUI → 6.2
6.2	Certains ménages du village continuent-ils de recevoir des distributions gratuites de vivres actuellement ?	<input type="checkbox"/> 0 = NON <input type="checkbox"/> 1 = OUI
6.3	Certains ménages du village ont-ils reçu d'autres types d'assistance depuis <b>janvier 2012</b> ?	<input type="checkbox"/> 0 = NON → 6.5 <input type="checkbox"/> 1 = OUI → 6.4
6.4	Si <b>OUI</b> , de quels types d'assistance ?  <b>Entourez la/les réponses</b>	1 Vivres contre travail
		2 Cash contre travail
		3 Transfert monétaire
		4 Coupons alimentaires
		5 Semences et matériel agricole
		6 Abris (tentes, réhabilitation de maisons détruites)
		7 Non vivres (ustensiles, sauts, couvertures, vêtements, ...)
6.5	Certains ménages du village continuent-ils de recevoir d'autres types d'assistance actuellement ?	<input type="checkbox"/> 0 = NON → SECTION 7 <input type="checkbox"/> 1 = OUI → 6.6
6.6	Si <b>OUI</b> , de quels types d'assistance ?  <b>Entourez la/les réponses</b>	1 Vivres contre travail
		2 Cash contre travail
		3 Transfert monétaire
		4 Coupons alimentaires
		5 Semences et matériel agricole
		6 Abris (tentes, réhabilitation de maisons détruites)
		7 Non vivres (ustensiles, sauts, couvertures, vêtements, ...)

**SECTION 7 – CHOCS ET SECURITE ALIMENTAIRE**

<b>7.1</b>	Pendant les 12 derniers mois, les habitants du village ont-ils subi des chocs ?	_	0 = NON → SECTION 8 1 = OUI → 7.2
<b>7.2</b>	Si <b>OUI</b> , par ordre d'importance, quels sont les <b>trois principaux chocs</b> qui ont affecté le village durant les 12 derniers mois ? <i>Ne pas lire les options, Ecrire le code du choc</i>		
	Quel est ce choc ?	Est-ce que [choc] a diminué la capacité de votre ménage à produire ou acheter de la nourriture ?	
<b>7.2.a-</b> Premier choc	_	_	
<b>7.2.b-</b> Deuxième choc	_	_	
<b>7.2.c-</b> Troisième choc	_	_	
	<b>Voir code des chocs</b>	<b>1 = NON</b> <b>2 = OUI</b>	

Code des chocs		
Code	Type de choc	Nature du risque
1	Sécheresse	Chocs biophysiques
2	Inondations/excès de pluies	
3	Incendie du village	
4	Maladies des plantes (cultures vivrières)	
5	Maladies des plantes (cultures pérennes)	
6	Maladies des animaux (épizootie)	
7	Tarissement de la principale source d'eau	
8	Feux de brousse	
9	Hausse des prix (cherté de la vie)	Chocs économiques
10	Difficultés d'écoulement des productions	
11	Fermeture d'usine fournissant des emplois	
12	Baisse des prix de vente de produits agricoles	
13	Spéculations des commerçants	
14	Difficultés d'accès aux intrants	
15	Manque de main d'œuvre agricole	
16	Dégradations des routes	
17	Augmentation des prix des intrants agricoles	Chocs sociaux
18	Départ des bras valides	
19	Epidémie (choléra, méningites...)	
20	Structure de santé non fonctionnelle	
21	Ecole non fonctionnelle	
22	Pompe hydraulique non fonctionnelle	
23	Maladie grave d'un ou plusieurs membres du ménage	

Code des chocs		
Code	Type de choc	Nature du risque
26	Déplacement forcé des populations	Chocs Liés à la crise postélectorale
27	Retour de populations (ex-déplacés)	
28	Manque de semences et/ou intrants	
29	Augmentation du nombre de barrages routiers (racket)	
30	Pillage de récoltes/vol de bétail	
31	Destruction/pillage de biens matériels	
32	Plantations occupées	
33	Fermeture d'usines / unités industrielles fournissant des emplois	
34	Séparation des membres du ménage	
35	Perte d'emploi par un membre du ménage	
36	Marchés non fonctionnels	
37	Mort d'un ou plusieurs membres du ménage pendant les combats	
38	Faible disponibilité d'aliments sur le marché	
39	Autres (préciser) _____	

24	Décès d'un actif du ménage	
25	Décès d'un membre du ménage	

**SECTION 8 – FACTEURS DE RISQUES POTENTIELS ET MECANISMES D’ADAPTATION**

8.1	Comment, selon vous, évoluera la situation alimentaire des habitants du village au cours des <b>6 prochains mois</b> (par rapport à une année normale) ?	__	1 = Amélioré → <b>FIN</b> 2 = Identique → <b>FIN</b> 3 = Détérioré → <b>8.2</b>
8.2	Si <b>8.1 = 3</b> , pourquoi ?  Entourez la/les réponses	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11	Retour des déplacés / réfugiés Epuisement des récoltes habituellement stockées dans les greniers (riz, maïs, igname) Epuisement des stocks de manioc Stocks alimentaires de manioc inaccessible (insécurité, plantation/champ occupé) Pillage des récoltes / greniers Hausse des prix des denrées alimentaire Pénurie d’aliments sur le marché Manque d’emploi et d’opportunités économiques Arrêt de l’assistance alimentaire Arrêt ou baisse des transferts monétaires des proches vivant en Côte d’Ivoire ou dans d’autres pays Autre (préciser) _____
8.3	Si <b>8.1 = 3</b> , comment les habitants du village comptent-ils surmonter leurs difficultés alimentaires ?  Entourez la/les réponses	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12	Travail agricole contre nourriture Travail agricole contre espèce Travail dans les mines Travail dans les unités industrielles (bois, agroalimentaire, etc.) Emprunt auprès des commerçants Emprunt auprès des prêteurs sur gage Vente des terres Vente anticipée des récoltes de cultures de rentes Vente anticipée des récoltes de cultures vivrières Emigration vers d’autres localités Emigration vers d’autres localités (jeunes filles) Autre (préciser) _____
8.4	Quels sont les groupes de populations qui seront les plus affectées par les difficultés alimentaires ?  Entourez la/les réponses	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10	Ménages retournés après la période de semis Ménages retournés après les récoltes Ménages qui n’ont pas de culture de rente Ménages dont les terres sont occupées Ménages dirigés par des femmes Ménages comptant des orphelins Ménages comptant des personnes handicapées Ménages dirigés par des personnes âgées (60 ans et plus) Ménages dont les bras valides sont absents Autre (préciser) _____



## **Annexe VI : Termes de référence**

**CROSS BORDER HCR/PAM**  
**MISSION CONJOINTE D’EVALUATION (JAM)**  
**Liberia et Côte d’Ivoire**

L’impact de l’aide humanitaire aux personnes à la frontière  
entre le Libéria et la Côte d’Ivoire, et les besoins d’intervention future

**EQUIPE HCR/PAM**

## 1. CONTEXTE

Le Gouvernement du Libéria et de la Côte d'Ivoire (CDI), le HCR, le PAM, les organisations humanitaires et d'autres partenaires des Nations Unies avec le soutien de bailleurs de fonds, ont aidé les réfugiés au Libéria et des personnes déplacées internes (PDI) en Côte d'Ivoire en répondant à leurs besoins de base depuis le début de l'opération d'urgence en 2010. Malheureusement, aucune mission d'évaluation conjointe (JAM) n'a été effectuée dans les deux pays en raison de l'implication des acteurs humanitaires dans la réponse immédiate à la crise.

Ce document présente les termes de référence (TDR) pour la mission transfrontalière impliquant le HCR / PAM / ONG / bailleurs de fonds en réponse à des déplacements de populations dans la région frontalière à l'ouest de la Côte d'Ivoire et des réfugiés vivant au Libéria.

### Introduction

L'agitation politique et la violence en Côte d'Ivoire en raison des résultats contestés de l'élection présidentielle en 2010 ont provoqué le déplacement de plus de 224.000 Ivoiriens à travers la frontière au cours de l'année 2011 pour se réfugier au Libéria. Au début de la crise, 60% des réfugiés étaient des femmes et des enfants. Alors que la crise politique en Côte d'Ivoire est terminée, on assiste toujours à des importants mouvements de populations à travers la frontière ivoiro-libérienne en raison de l'insécurité persistante, entre autres préoccupations, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

### Libéria

L'opération actuelle des réfugiés au Libéria se concentre principalement sur le cas des réfugiés ivoiriens lors qu'une aide très limitée est fournie aux communautés d'accueil vivant aux côtés des réfugiés. Le Gouvernement du Libéria (GdL), soutenu par le HCR et la communauté internationale, a mis en place un certain nombre de camps dans les comtés limitrophes de la Côte d'Ivoire, à savoir de Nimba, Grand Gedeh (GG) et du Maryland pour accueillir des réfugiés ivoiriens ; un nombre important de ces réfugiés restent dans les villages libériens proches de la frontière. La proximité de la frontière est perçue comme avantageuse pour les réfugiés qui ne sont pas encore installés dans des camps, parce qu'il y a un meilleur accès à l'information (réception des chaînes de radio ivoiriennes et des réseaux mobiles, interaction avec les gens en provenance de la Côte d'Ivoire). En outre, la proximité avec la frontière permet aux réfugiés d'entreprendre des visites régulières aux villages de l'autre côté de la frontière et de surveiller leurs exploitations de façon plus régulière, en leur donnant ainsi de meilleures opportunités pour les activités de subsistance dans la région frontalière. Pour ces réfugiés - et d'autres groupes de migrants libériens le

long des régions frontalières - il semble y avoir de meilleures opportunités pour les activités de subsistance.

L'enregistrement biométrique est presque achevé dans tous les camps, sur la base duquel le chiffre actuel du nombre de réfugiés au Libéria s'élève à 64.826 (23.344 ménages), (HCR 30/9/2012) dont 54% sont des femmes et 46% des hommes. 49% des réfugiés sont hébergés dans le GG, 30% dans le Nimba, et 18% dans le Maryland ; 35.877 (55,3%) d'entre eux vivent dans six camps de réfugiés (deux à Nimba, trois à GG et un dans les comtés du Maryland), et 2.687 dans huit villages de relocalisation dans le comté de Nimba. 81% des réfugiés sont des femmes et des enfants âgés de moins de 18 ans. En fin Juillet 2012, plus de 6.826 nouveaux réfugiés ont traversé la frontière de la Côte d'Ivoire pour rejoindre le Libéria en raison de l'insécurité persistante dans la région.

Les retours spontanés et le rapatriement organisé des réfugiés ivoiriens ont commencé respectivement à la mi-2011 et en 2012. Le chiffre cible pour le rapatriement volontaire des réfugiés ivoiriens était de 50.000 entre Janvier et Décembre 2012, mais le chiffre le rapatriement est maintenant revu à 15000. Jusqu'à présent, 11.456 Ivoiriens ont été assistés par le HCR et ses partenaires pour le retour entre Janvier et Juillet 2012 (données du 30/08/2012)<sup>9</sup>.

La plupart des adultes femmes réfugiées ont fui avec leurs enfants et de nombreux ménages sont dirigés par les femmes. De nombreux réfugiés hésitent encore à retourner au CDI de peur de représailles ou de la reprise des combats.

Parmi les principaux défis à relever au Libéria, qui étaient présents avant même la récente crise, il y a le manque d'infrastructures de qualité, l'accessibilité géographique de certains établissements sanitaires, la déficit de personnels sanitaires qualifiés et le manque d'autres ressources médicales. Le dernier brusque afflux de réfugiés a mis une pression énorme sur les communautés locales qui vivent déjà dans une situation précaire. En conséquence, la densité de population a doublé, voire triplé dans certaines zones. Les camps de réfugiés ont été établis dans les comtés les plus exposés à l'insécurité alimentaire et de l'assistance aux réfugiés reste un défi en raison du fait du qu'un nombre non négligeable de la population de réfugiés (plus de 45%) réside toujours avec les communautés d'accueil le long de la frontière ivoirienne et non dans les camps. En conséquence, l'augmentation de la consommation des stocks alimentaires locaux partagés avec les réfugiés dans les premiers jours de la crise a conduit prématurément à une période de soude au Libéria, obligeant de nombreuses populations à consommer leurs semences de riz des prochaines saisons. Dans le même temps, le prix du riz produit localement dans les zones accueillant des réfugiés a doublé entre Octobre 2010 et Avril 2011<sup>10</sup>.

<sup>9</sup><http://data.unhcr.org/liberia/>

<sup>10</sup> Impacts of Rising Food-Fuel Prices and Refugee Influx in Liberia, June 2011, Republic of Liberia

En 2012, le gouvernement a publié une politique qui consistait à reloger les réfugiés qui vivent dans des communautés d'accueil dans les camps, et à fournir une assistance aux réfugiés vivant dans des camps dans le seul but de faciliter l'aide humanitaire et assurer la protection des réfugiés. Le gouvernement, avec l'appui du HCR, a initialement prévu d'augmenter le nombre de réfugiés dans les camps à 80.000 réfugiés. Cependant, on s'attend à ce qu'un nombre important de réfugiés choisissent de rester dans les zones frontalières.

### Côte d'Ivoire

Les statistiques montrent que 159.891 réfugiés ivoiriens sont rentrés chez eux entre Octobre 2011 et Septembre 2012, 145.000 d'entre eux étaient des retournés spontanés. Du Libéria, 7.436 sont retournés par des convois organisés par le HCR jusqu'à leur destination finale, tandis que 7.500 ont bénéficié du transport et de l'assistance de protection de l'UNHCR de la frontière jusque dans leurs villages d'origine. Cependant, dans la région frontalière avec le Libéria enclins au conflit dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, les attaques armées à répétition depuis Avril 2012 ont négativement affectées le désir de retour des réfugiés, Ainsi les réfugiés ivoiriens hésitent ou modifient leurs projets de retour ; dans le même temps, certains sont forcés à fuir vers le Libéria alors qu'ils étaient déjà entrés.

Le premier semestre 2012 a connu un retour massif des personnes déplacées. Dix sept (17) sites de déplacés à Abidjan hébergeant près de 8.000 personnes ont été fermés à la fin de Mars 2012. Ces personnes sont rentrées, soit dans leurs quartiers / villages d'origine ou se sont installées dans d'autres endroits. Le dernier site de déplacés à Nahibly a brutalement été fermé en Juillet 2012, forçant près de 5000 personnes à retourner dans leurs villages d'origine ou vers d'autres destinations. Beaucoup de ceux qui sont retournés dans les villages luttent pour reconstruire leur vie. Dans le même temps, il y a des milliers de personnes qui vivent encore dans des familles d'accueil. Cette situation est étroitement liée aux tensions inter-communautaires et aux conflits fonciers, en particulier dans l'ouest, où la plupart des déplacements massifs de populations ont eu lieu. .

La loi foncière de 1998 ne prévoit pas suffisamment de dispositions pour le règlement des différends sur la propriété foncière. Dans de nombreuses régions de l'ouest, les réformes à grande échelle sont nécessaires pour le bien de la coexistence pacifique et la stabilité durable. Les problèmes d'occupation secondaire des terres, combinée à la connexion entre le régime foncier et le concept de "l'ivoirité" exigeront une approche nationale si le pays veut trouver des solutions à long terme aux tensions persistantes sur la propriété foncière.

On estime que la récolte 2011-2012 en Côte d'Ivoire sera réduite de 38,5% dans les zones directement touchées par le conflit, y compris le Sud-Ouest, l'Ouest et le Centre-Ouest. Celle-ci est principalement due aux déplacements de populations, le manque de moyens de production (pillage des exploitations) et le manque de main-d'œuvre agricole, ainsi que des

semis tardifs, mais aussi en raison de pluies tardives, la pression sur les ressources locales et les prix élevés des matières premières.

Compte tenu des liens étroits ethniques entre Ivoiriens et Libériens, le mouvement à travers les frontières est fluide et fréquent, en fonction de divers facteurs socio-économiques. La mobilité de la population est accentuée par la porosité de la frontière entre les deux pays. Par exemple, certains réfugiés ivoiriens traversent régulièrement la frontière pour se rendre en Côte d'Ivoire dans leurs villages d'origine afin de surveiller leurs exploitations agricoles ou d'évaluer les perspectives pour la prochaine saison. En outre les réfugiés libériens sont des migrants qui ont établi une base semi permanente en Côte d'Ivoire, mais ces derniers ont été forcés de retourner au Libéria suite à la crise.

La clause de cessation pour les réfugiés libériens est entrée en vigueur le 30 Juin 2012 et après un exercice de vérification en Juin, le nombre total de réfugiés libériens enregistrés a été de 22.037 dont 80% environ ont opté pour le rapatriement volontaire.

De juillet à septembre 2012, 7.457 personnes ont été rapatriées vers le Libéria par des convois organisés par le HCR. Au 30 Septembre 2012, 9.845 réfugiés libériens vivaient encore en Côte d'Ivoire, la grande majorité d'entre eux dans le Bas-Sassandra et les régions des Montagnes, à proximité de la frontière libérienne. Ces réfugiés ont fui la guerre au Libéria et beaucoup d'entre eux ont vécu en Côte d'Ivoire depuis près de 20 ans.

## **2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE**

### **2.1 Objectif général**

La mission d'évaluation conjointe transfrontalière permettra d'analyser les différents secteurs tels que l'assistance alimentaire, non alimentaires, la santé, la nutrition, la coordination, les moyens de subsistance et les informations sur des données secondaires disponibles dans les deux pays en vue d'une meilleure planification de la réponse aux problèmes identifiés.

### **2.2 Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de la mission conjointe transfrontalière sont les suivants:

1. Identifier les populations vulnérables vivant des deux côtés de la frontière;
2. Apprécier l'assistance apportée actuellement dans les deux pays, et
3. Proposer des améliorations et / ou de nouvelles interventions en conformité avec les politiques des pays d'accueil et les plans

### **2.3 Méthodologie**

L'équipe examinera les questions stratégiques et opérationnelles; travaillera sur des informations secondaires par une étude documentaire et la validation des données et des informations primaires au moyen d'entretien avec les informateurs clés, de groupes de discussion et de réunions au cours des visites sur le terrain. La mission sur le terrain sera faite dans les deux pays pour apprécier la situation générale, les profils et les besoins des réfugiés ivoiriens ainsi que celle les communautés d'accueil des réfugiés dans les zones frontalières du Libéria, et des personnes déplacées / populations hôtes en Côte d'Ivoire.

Les chefs d'équipe de la mission conjointe auront accès à la documentation disponible, tels que les rapports de distribution, (alimentation, la nutrition, la santé, WASH, articles non alimentaires, etc.), des enquêtes nutritionnelles récentes, les rapports de suivi des projets et d'autres données pertinentes.

Une personne de chaque pays rejoindra l'équipe de l'autre pays durant toute la durée de la visite sur le terrain. C'est à dire une personne de PAM ou du HCR de la Côte d'Ivoire se joindra à l'équipe du Libéria, et vice versa.

La mission de terrain d'évaluation aura lieu du 5-14 Novembre 2012, avec la participation du HCR et du PAM des deux pays (avec l'appui technique du bureau régional et du siège), la communauté, les donateurs et certains partenaires de coopération, ainsi que des représentants des deux gouvernements.

Méthodes suivantes seront utilisées:

1. Examen des données secondaires et des informations disponibles
2. Discussions de groupe lors de visites sur le terrain
3. Entretiens avec des informateurs clés (représentants des réfugiés, autorités locales etc.)

### **3. ÉVALUATION ET LA GESTION DU CALENDRIER**

L'évaluation sera menée conjointement par les coordonnateurs JAM du HCR et du PAM qui sont désignés pour l'exercice au Libéria et en Côte d'Ivoire avec le soutien des deux organismes comme agent local, régional, du Siège et des consultants. L'exercice sera mené en collaboration avec des ONG, des donateurs et des représentants des gouvernements respectifs.

Au Libéria et en Côte d'Ivoire, les domaines thématiques ont été coordonnés par des chefs de file sectoriels au sein de l'ONU. Tous les groupes thématiques seront coordonnés par les coordonnateurs JAM pays du HCR et du PAM avec les orientations générales par les cadres supérieurs de leurs respectifs bureaux locaux, régionaux ou de leur siège.

Il est proposé que l'équipe d'évaluation soit coordonnée au niveau central depuis la conception jusqu'à la finalisation du rapport. En raison des éventuels obstacles linguistiques, les personnes provenant des deux agences devront parler couramment le français et l'anglais autant que possible.

La mission devra faire un compte rendu de ses conclusions préliminaires aux bureaux pays du PAM et du HCR des deux pays, et à la communauté humanitaire après approbation par les représentants des pays respectifs / directeurs de pays du HCR et du PAM.

Un plan d'action conjoint sera formalisé sur la base des conclusions et recommandations de la mission conjointe, et signé par les représentants des deux organismes des deux pays.

NB : La mission de terrain pour l'évaluation aura lieu entre le 5 et le 14 Novembre 2012 selon le chronogramme en annexe

#### 4. LISTE DES STRUCTURES PARTICIPANTES

N°	Structure	Nombre de participants
1	UNHCR Côte d'Ivoire	02
2	UNHCR Liberia	01
3	PAM Côte d'Ivoire	02
4	FAO	01
5	Service d'Aide et Assistance aux Réfugiés et demandeurs d'Asile (SAARA)	01
6	Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales	01
7	CARITAS	01
8	ONG Afrique Secours Assistance (ASA)	01
9	Donateur	01
<b>Total</b>		<b>11</b>

#### 5. BUDGET

Le JAM devrait coûter environ 30.000 USD (Libéria) et 30.000 USD (Côte d'Ivoire)



## Annexe VII : Bibliographie

Action Contre la Faim (ACF), Rapid Food Security Assessment in border communities of Nimba County, Liberia, June 2011

Consolidated Appeal Process (CAP) 2012

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), Norwegian Refugee Council (NRC), A qui sont ces terres ? Côte d'Ivoire Conflits fonciers et déplacement des populations dans l'Ouest forestier de la Côte d'Ivoire. octobre 2009

Ministère de l'Agriculture (MINAGRI), Ministère des Ressources Animale et Halieutique (MIRAH), Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Programme Alimentaire Mondial (PAM), Mission de suivi à mi-parcours de la saison agricole et de la sécurité alimentaire de l'année 2012 - Octobre 2012

Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida (Programme National de nutrition, UNICEF, PAM, FAO), Enquêtes Nutritionnelles basées sur la méthodologie SMART : Enquêtes effectuées dans les régions de Poro, Tchologo, Boukani, Kabadougou, Tonkpi et Guemon, Rapport final, août 2012

Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida, Institut National de la Statistique, Les résultats préliminaires de la troisième Enquête Démographique et de Santé (EDSCI-III), combinée à l'Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples (MICS). 2012

Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida, Organisation mondiale de la santé (OMS) et partenaires, Evaluation des régions sanitaires du Tonkpi et du Cavally-Guemon, mai-juin 2012

OCHA, IMU Bulletin, septembre-octobre 2012

OCHA, Cote d'Ivoire 2013 : Stratégie humanitaire en phase de transition, 2012

Programme Alimentaire Mondiale (PAM) et Institut National de la Statistique (INS), Résumé analytique de l'Enquête Post Distribution Monitoring (PDM) – Aout 2012

PAM, FAO, Evaluation de la situation de la sécurité alimentaire en République de Côte d'Ivoire, avril 2012

Solidarités International, Diagnostic du système de production agricole en relation avec les problématiques foncières et le retour durable des populations. janvier 2012

<http://ivorycoast.humanitarianresponse.info/Clusters/AbrisetNFIs/tabid/73/language/en-US/Default.aspx>

<http://ivorycoast.humanitarianresponse.info/Clusters/Gestiondelinformation/Mouvementdepopulation/tabid/174/language/en-US/Default.aspx>